MASSES

JUILLET 1934
Mensuel N° 19

ABONNEMENTS

	France	Etranger
10 Numéros	9 fr.	13 fr.
20 Numéros	18 fr.	26 fr.

Le Numéro : **UN Franc**

A PROPOS DE FABRICANTS DE VIEUX-NEUF :
REVOLUTION ET PSEUDO-REVOLUTION

LES PARTIS OUVRIERS ET L'UNITE :
LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE.

INFLATION OU DEFLATION:
REMEDES CAPITALISTES A LA CRISE.

CONTRE LE FASCISME: UNITE OUVRIERE.
SUR LES TRACES DE ST-DENIS.
OU L'ON REPARLE DE L'UNITE.

L'ORIGINE DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIETE PRIVEE.

LA VIE TRAGIQUE DES TRAVAILLEURS AMERICAINS.

COMMENT « ILS » VOIENT LE MEXIQUE.
TCHAD, DE DENISE MORAN.
LES JOURNEES OUVRIERES DES 9 ET 12 FEVRIER.

ARCHITECTURE EN U. R. S. S.

LES JEUNES GARDES SOCIALISTES.

HITLER, VU PAR YVETTE GUILBERT

RÉVOLUTION ET

PROPOS SUR DES FABRI

Il y aurait toute une étude à faire sur l'apparition des idées et des lieux communs pseudo-révolutionnaires du fascisme dans les milieux de la gauche bourgeoise en France. Nous voulons simplement faire à ce sujet quelques remarques qui s'imposent aujourd'hui. Le sujet que nous évoquons devrait commencer au point où la vieille gauche française, en présence des difficultés du capitalisme d'après-guerre, a cessé d'avoir, autrement qu'en paroles, une politique propre. L'incapacité des partis de la démocratie bourgeoise, menés en laisse par la réaction, n'a pu manquer de discréditer leur idéologie, qui est apparue de plus en plus caduque, désuète et ridicule à mesure que ses représentants se montraient plus impuissants. Depuis la guerre, le radical-socialiste de province, anticlérical farouche et démocrate impénitent, est devenu, dans les milieux intellectuels de toutes nuances, un sujet habituel de dérision. C'est là une chose bien connue. Ce qui est plus curieux, c'est qu'en même temps le radicalisme, de plus en plus décrépit et domestiqué, célébrait sans cesse son « rajeunissement » et sous les étiquettes du réalisme et de la nouveauté, élevait ses abdications à la hauteur d'une doctrine.

La crise du monde capitaliste, en se développant au cours des dernières années, n'a fait qu'accélérer cette évolution. Les capitulations renouvelées du radicalisme devant la réaction entre mai 1932 et février 1934 sont allés de pair avec les succès accrus, au sein des milieux de gauche, de cette religion fanfaronne et creuse de la nouveauté. Au fur et à mesure que le renforcement du nationalisme économique, la faillite de la S.D.N. et les progrès généralisés du fascisme rétrécissaient l'horizon de la gauche bourgeoise, certains de ses rejetons, incapables par ailleurs de conclure au renversement du capitalisme, crurent plus brillant d'adopter le langage tapageur de l'adversaire que de pleurer, la main sur le cœur et la chaîne aux pieds, le bon vieux temps radical.

D'abord quelques revues rédigées par des intellectuels confus (« Plans », « Esprit ») ou des individualités issues du radicalisme (« Pamphlet » de P. Dominique), ensuite les néos et le groupe des « Jeunes Turcs » du type Kayser (« Œuvre » et « Notre Temps »), plus récemment des organisations d'anciens combattants, et certains éléments de la C.G.T., vieux chevaux de retour du « réalisme » de gauche, enfin depuis le 6 février, une infinité de publications politico-littéraires, comme « Marianne » ou la « Lutte des Jeunes » de Bertrand de Jouvenel, rédigées en partie par d'anciens intellectuels de gauche (Emm. Berl, Jean Prévost, Drieu La Rochelle) prônèrent le renouveau national, l'ordre et l'autorité, sans toutefois se ranger aux côtés de Taittinger ou de Coty. Dans une région difficile à situer s'est ainsi formé un vaste marécage politique, aussi mal défini dans ses frontières que dans son contenu.

En réalité, ce mouvement, qui trahit plutôt la décomposition de la gauche que la naissance d'une force nouvelle, ne semble pas destiné à un avenir sérieux. Les capitulations des vieux chefs radicaux et le tapage des rénovateurs sont deux phénomènes fort voisins. En deux temps et trois mouvements le citoyen Marquet en a fourni la preuve, quand, s'agrégeant symboliquement au classique duo Tardieu-Herriot, il s'est transformé, de théoricien à tous crins de la Régénération nationale, en ministre d'un cabinet réactionnaire.

Toute la force, la vraie force est ailleurs, dans la Réaction bourgeoise, dans l'Etat qui la sert, et dans le fascisme qui la tente. En composant avec l'extrême-droite, nos réformateurs font un jeu de dupes ou de fripons. Quant à la bourgeoisie, elle s'amuse au spectacle, ravie de voir les tristes rejetons des Jacobins réduits à précéder de leurs cabrioles le pas cadencé des bottes fascistes. Mais à nos yeux tout ce bouillonnement d'idées indifférenciées présente, à défaut d'un plus grave danger, celui d'entretenir une confusion propice au progrès des idées fascistes. Contre ce danger, c'est à la nature des choses et à la clarté des idées que nous voulons en référer.

NI DROITE NI GAUCHE

Le premier point sur lequel sont d'accord tous les prophètes de la France nouvelle, est que les notions de droite et de gauche en politique sont périmées. « Ni droite ni gauche » est le mot de passe qui circule de bouche en bouche dans l'épais brouillard de la rénovation nationale. Malheureusement la chanson n'est pas nouvelle. La rengaine bien connue de l'inanité des étiquettes et des partis est peut-être le plus vieux des moyens dont la réaction se sert pour endormir les protestations contre l'ordre existant, et maintenir intacte, avec ses privilèges, la routine du corps social tout entier. Avec les néos, les « jeunes-radicaux », etc., la droite bourgeoise a trouvé des intelligences chez l'ennemi. C'est le signe de sa force. C'est aussi un signe des temps. En réalité, la notion de gauche, qui a eu tant d'importance dans les assemblées révolutionnaires de jadis et dans les luttes politiques du XIXe siècle, n'a pas perdu son sens aujourd'hui, et signifie toujours la lutte contre les privilèges de classe et l'oppression. En ce sens le mouvement socialiste, au sens large du mot, s'est placé et se place toujours, avec raison, à l'extrême gauche. L'anémie, l'émiettement, les reniements de la gauche bourgeoise, son effacement devant la droite ne suppriment pas la question, mais ne font que la poser de façon plus aiguë. Les idéaux de la révolution restent toujours à gauche, dans les notions seules valables finalement de liberté et d'égalité. Aussi bien est-ce à ces notions qu'on en veut, cherchant à leur substituer comme valeurs révolutionnaires... la nation et la discipline. A d'autres !

Et d'ailleurs sur le terrain même de la politique journalière, assiste-t-on à autre chose depuis quatre mois qu'à une lutte renforcée entre la droite et la gauche ? La veulerie des radicaux agrégés à l'union nationale ne change rien à l'affaire. Au lendemain du 6 février, tout le pays s'est retrouvé plus que jamais divisé en deux camps : d'un côté, le capital, ses phalanges et ses troupeaux ; de l'autre, le peuple travailleur, défendant sa liberté. Il ne se passe pas de jour qui n'ajoute un incident à cette lutte, et c'est vouloir être aveugle à tout prix que de ne pas voir dans ce conflit l'essentiel de la situation. Il est vrai que dans tous les milieux en question, et notamment dans la « Lutte des Jeunes » on considère les journées de Février comme un phénomène global, en se refusant à distinguer les journées réactionnaires des journées ouvrières ! Après cette trouvaille, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle.

Cette répudiation de la droite et de la gauche ne va pas sans fanatisme ; c'est ainsi que Bergery qui se situe, depuis sa rupture avec le parti radical, à l'extrême gauche, et s'adresse avec raison aux anticléricaux et aux démocrates rouges de France, s'attire la désapprobation générale des Vrais Croyants de la France Nouvelle (voir la « Lutte des Jeunes » du 3 juin : articles de Bertrand de Jouvenel et de Drieu La Rochelle) ; même remarque pour « Troisime Force » qui, partie avec Izard de positions extrêmement confuses, est aujourd'hui excommuniée, pour avoir marché « de gauchissement en gauchissement », par divers correspondants de la même « Lutte des Jeunes » (20 mai) parlant au nom du Front national syndicaliste (sic) et du groupe XXe siècle (?). Tout ceci ne fera sans doute que rendre la « Troisième Force » sympathique à nos lecteurs. Mais la « Lutte des Jeunes » ne l'entend pas ainsi. Elle dénie même toute valeur à la distinction entre fascistes et antifascistes, et présente (3 juin) l'élection de Mantes, avec ses deux blocs opposés, comme le comble de l'absurdité, comme une « folie criminelle » et « contre-révolutionnaire » (sic).

Ce n'est pas tout. Très chatouilleux sur le chapitre du sens spatial, les rédacteurs de la « Lutte » tiennent à séparer les radicaux de gauche du type Cudenet, pour lesquels ils n'ont aucune sympathie, des Jeunes-Radicaux à la Kayser qui n'invoquent pas les grands ancêtres, n'ont rien à objecter contre l'institution du Vendredi Saint, et réclament la rénovation ni droite-ni-gauche de l'Etat, et l'économie dirigée ni-gauche-ni-droite. Il est très vrai que les deux types politiques auraient intérêt à se différencier une bonne fois (cet article n'a pas d'autre but que de le prouver) et qu'un journal comme « Notre Temps » où la défense de Bergery par Cudenet voisine avec les productions de Déat, et où les deux tendances se brouillent sous la plume de Luchaire, gagnerait à éclaircir ce malentendu, et à se prononcer une bonne fois entre la gauche et la quatrième dimension. Nous tenons autant que la « Lutte » à faire la distinction, mais pour encourager l'évolution de ceux qui, issus de la gauche traditionnelle, en viennent, devant l'effondrement de la démocratie bourgeoise, et poussés par leur attachement à la liberté et au progrès, à des positions voisines du socialisme révolutionnaire. Dans un pays comme la France, où les classes moyennes ont tant d'importance, où la tradition des révolutions passées est à conserver précieusement, leur appoint peut n'être pas négligeable. Quant aux révolutionnaires sans droite ni gauche, ils ont vraiment trop à apprendre.

PSEUDO-RÉVOLUTION

CANTS DE VIEUX NEUF

PIE IX AVAIT RAISON

Ce que recherchent nos prophètes, c'est un troisième terme. « Faire du neuf », voilà l'affaire. La chanson a plusieurs couplets. Le premier des couplets est ANTICAPITALISTE. On demande toutes sortes de mesures extraordinaires, des nationalisations et des initiatives, des contrôles dans la liberté, des épanouissements dans la contrainte, de la direction dans l'indépendance, et autres nobles revendications où Joseph Prudhomme voisine aimablement avec Hitler et Ferdinand-Lop. La seule chose qu'on ne demande pas est la suppression du profit et de la propriété privée des moyens de production. Voilà au moins un élément négatif de clarté ! En somme il s'agit d'un anticapitalisme qui laisse subsister le capital, tout en espérant le juguler. Les grands hommes du système sont les « socialistes » Mussolini et Hitler, réputés fossoyeurs d'un capitalisme qui en fait ne vit plus que par eux. Mais à quoi bon nous étendre plus longtemps sur ce genre de confusions ? Les marxistes que nous sommes ont entendu parler il y a déjà longtemps du « socialisme des imbéciles » qui se confond ici au surplus avec celui des arracheurs de dents.

Après les griefs économiques, les griefs moraux : ces derniers touchent peut-être davantage le public, surtout intellectuel, et méritent qu'on s'y étende. Le grand vice moral du capitalisme, c'est, dit-on, son matéralisme. Voilà le mal. Le capitalisme est matérialiste, comme d'ailleurs le marxisme, qu'on décrète son frère jumeau. Ce que la « Révolution » nous permettra de retrouver, ce sont les vraies valeurs humaines, VALEURS SPIRITUELLES, vivantes, irrationnelles, irréductibles et... indéfinissables. La tradition intellectuelle qui se trouve reprise ici est celle de l'Eglise catholique et de ses foudroyants anathèmes contre le matérialisme du monde moderne. Ce n'est pas par hasard que des groupements spiritualistes comme ceux de l' « Ordre nouveau », de la « Revue du Siècle », etc., fraternisent avec des catholiques. Cette lamentable sottise du « matérialisme moderne », lancée autrefois par l'Eglise contre le capital partout où il menaçait la société féodale et les prêtres, s'est transmise précieusement par la suite dans la droite bourgeoise, où elle est devenue un des béliers idéologiques de l'anti-socialisme. Le matérialisme moderne, autrement dit le désir de jouir, est devenu aussi déplacé sous le règne de Mussolini et d'Hitler qu'à l'époque des barons et des évêques. Les rois de l'industrie et de la finance, après avoir prêché la religion des jouissances que leur triomphe multipliait, reviennent, dans leur impuissance devant la crise et la misère, au spiritualisme féodal honni de leurs pères, autrement dit au système de la purification par la diète et du salut par la ceinture à crans.

Nos spiritualistes sont moins bêtes qu'ils n'en ont l'air quand ils assimilent le capitalisme au marxisme : le capitalisme — celui de la belle époque — promettait l'opulence au genre humain ; le marxisme, le dépassant, montre, dans la socialisation des moyens de production, le seul moyen de parvenir réellement à cette opulence générale. Tous deux sont coupables aux yeux de nos néo-sacristains du péché mortel de la chair. Ils ne pardonnent pas à la bourgeoisie d'avoir relativement bien nourri son monde pendant un certain temps. Mais autant ils en veulent au capitalisme opulent, autant la barbarie misérable du capitalisme fasciste rencontre leur spirituelle sympathie d'apôtres de la danse devant le buffet. Il faut d'ailleurs, pour être exact, relever la confusion incroyable des néo-marmeladiers apostoliques et romains : Pie XI versant des larmes de crocodile sur l'inégalité humaine, les catholiques allemands aujourd'hui en conflit avec Hitler, permettent de composer un innommable mélange des « Paroles d'un croyant » de Lamennais et du féroce « Syllabus » de Pie IX, où ce dernier, comme de juste, a la part la plus belle. Un bel exemple de ce fouillis est donné par la brochure « Pour le bien commun » signée d'un certain nombre d'intellectuels catholiques, parmi lesquels se trouvent Maritain, Gilson et Stanislas Fumet.

N'oublions pas la note comique : approuvés sans doute par de hauts dignitaires de la calotte, suppôts d'un séculaire despotisme, nos habitués de confessionnaux vont jusqu'à parler, par ci par là, de « Révolution catholique ». Quand les sacristies seront devenues les foyers de la révolution, nous verrons sans doute les tribunaux révolutionnaires siéger en cagoules et l'humanité reconnaissante élever des statues au grand Torquemada, son premier libérateur. Comme quoi la rigolade ne perd jamais ses droits, même entre deux hosties...

LA « FIN DU PROGRES »

Quand j'identifie le néo-spiritualisme à l'apothéose des estomacs creux, je sais fort bien ce que je fais. Chez tous les hommes dont il est question ici, aucune voix ne s'élève en faveur de l'élévation du bien-être humain. Et cependant, pour des amateurs de nouveautés, en voilà une qui serait fameuse ! Eux qui parlent toujours d'organisation devraient bien réfléchir un peu que l'organisation sociale n'a de sens qu'autant qu'elle sert d'intermédiaire fécond entre les richesses naturelles et les besoins humains, et qu'elle utilise à plein dans l'exercice de ce rôle, les possibilités de la connaissance et de la technique. La liberté réelle, le respect de l'homme, la générosité vraie ne sont possibles que sur ce fondement. Mais, à l'organisation des jouissances, objet fondamental du socialisme, les théoriciens « nouveaux » poussés comme des champignons sur le fumier de la crise mondiale, opposent l'organisation de la misère, et baptisent la décrépitude du nom usurpé de révolution.

Bertarnd de Jouvenel constate que l'ère du progrès, de la production et de la consommation sans cesse accrues, ouverte dès avant 1789, s'est close en 1929. Ne chicanons pas sur cette dernière date, et n'exagérons pas les beautés de la dite époque: Marx l'a dépeinte avec moins de naïveté que B. de Jouvenel ; mais enfin c'est un fait qu'elle est close. Les marxistes ont décrit depuis longtemps les barrières que la propriété et le profit mettaient au progrès ; ils ont prévu la catastrophe et envisagé le remède : la mise en harmonie de la consommation individuelle et de l'accumulation sociale dans une économie collectivisée. Bertrand de Jouvenel constate seulement que la corne d'abondance s'est tarie, le déplore et... s'y résigne. Il propose « de forger une philosophie de l'histoire qui ne nie point les développements récents », c'est-à-dire qui entérine la fin du progrès et le fascisme. En réalité les « développements récents » — sinistre euphémisme pour évoquer la gangrène du monde — ne sont pas à intégrer ; ils sont à subir ou à extirper : c'est la propriété capitaliste qui forme la limite entre les deux solutions. Sur cette lugubre muraille du capital, viennent se cogner la tête tous ceux qui veulent changer le monde ; mais tandis que les uns concluent à la nécessité de la détruire, Bertrand de Jouvenel et ses amis, étourdis, le front couvert de bosses, prennent le spectacle des trente-six chandelles pour celui de la délivrance.

LE SPIRITUALISME ET LA CRAVACHE

D'une façon générale le spiritualisme de notre époque est d'autant plus suspect que, comme la religion à laquelle il s'apparente volontiers, il tolère ou même glorifie, les formes les plus cyniques de la brutalité. C'est ainsi que le gorille hitlérien, tortionnaire par principe et massacreur par religion, affecte une horreur séraphique devant la prétendue bassesse matérialiste d'un Marx, ami et émancipateur du genre humain. A peu près de la même façon, dans les colonnes de la « Lutte des Jeunes », on voit stigmatisés avec horreur « l'Encyclopédie et les successeurs des gens qui disaient : « Enrichissez-vous » (au lieu de dire comme à la « Revue du Siècle» : Offrez à Dieu vos ventres vides !), tandis que quelques pages plus loin, M. Drieu La Rochelle écrit textuellement : « ... Un homme digne de ce nom se méfie d'une femme. Cette femme, il la désire, il veut l'épouser, il veut lui faire un enfant mais, pour ce qui est du bavardage, il ne l'écoute pas ou il lui ferme, à l'occasion, la bouche d'une bonne baffe (sic) ». Ces conseils spiritualistes sont adressés, en forme de parabole, au très viril colonel de la Rocque, qui est invité à traiter en homme digne de ce nom la femelle républicaine, dont les politiciens actuels ne sont, faute de cravache sans doute, que les « impuissants possesseurs » et qui, dûment cravachée, deviendra « l'auguste fiancée ». Ce n'est pas nous qui nous étonnerons de voir confiner la philosophie amoureuse du « milieu » et celle du corps de garde, unies en forme de doctrine politique. L'hitlérisme nous y a déjà habitués, et nous sommes reconnaissants à M. Drieu la Rochelle de nous donner une confirmation vivante de ce que nous écrivions récemment ici de la psychologie fasciste.

Contentons-nous de renvoyer à « Figaro » et à « l'Echo de Paris », depuis longtemps spécialisés dans le genre, les ama-

teurs d'archanges en baudrier et de garde-chiourmes du Saint-Esprit, et en particulier certain correspondant de la « lutte des Jeunes » qui, dans un des derniers numéros, admire, comme un exemple de la « dignité nouvelle » de l'homme, le geste des cantonniers allemands saluant de leur « joli képi » (textuel) les bourgeois qui passent en auto sur les routes.

APPEL A LA JEUNESSE

Il serait temps d'en arriver au dernier couplet de l'inépuisable chanson qui a pour titre « Faisons du neuf ». Il s'agit du couplet de la jeunesse, que je m'en voudrais d'oublier dans une revue qui, comme celle-ci, se trouve écrite, lue et connue surtout par des jeunes. Dans la filandreuse romance dont nous suivons les méandres, le couplet de la jeunesse se relie insensiblement à celui du spirituel par la transition brusquement claironnante de l'enthousiasme. Le cœur pur et la tête chaude, c'est la jeunesse qui doit faire cette fameuse révolution dont personne ne sait rien, sinon qu'elle doit renouveler le monde. Admirable logique ! la jeunesse-sans-dire-qui chargée de faire du neuf-sans-dire-quoi ! En réalité, il n'y a pas d'autre nouveauté possible dans notre vieux monde que la suppression du capital, qui est une question de classe et non pas de date de naissance ; sous une forme détournée (encore que bien maladroite) le refrain de la jeunesse et celui de la nouveauté rejoignent, et souvent d'ailleurs accompagnent, les rengaines les plus rebattues sur la fusion des classes. Mais ce n'est pas tout. Toute une littérature nauséabonde est en train de se développer sous l'emblême de la jeunesse ; on admire en elle l'élan instinctif, l'enthousiasme brut, l'ardeur irraisonnée ; on fait de la jeunesse le thème des tirades mystico-obscurantistes sur les forces inexplicables de l'exaltation et de l'instinct. Là aussi ce sont les hitlériens qui ont donné le branle. C'est la sinistre frénésie de la jeunesse allemande encasernée qui a servi de modèle à l'enthousiasme apocalyptico-politique de nos Montagnon. Proie facile de par leur ignorance et leur impulsivité, bien des jeunes, que la crise angoisse et en qui une propagande révolutionnaire eût développé la soif de connaissance et la soif de justice, inhérentes à leur âge, se sont laissés envahir par l'innommable enthousiasme du pas cadencé, de l'obéissance et de la brutalité. Le culte de la jeunesse, non seulement a transformé en une grotesque compétition de générations le conflit réel et tragique des opprimés et de leurs oppresseurs, mais a fourni en outre un nouveau thème à la religion de la force aveugle et bornée. Le « vieux » est devenu, dans l'esprit d'un certain nombre de gens, comme la femme dans l'imprudente parabole de Drieu La Rochelle, comme le faible en général, l'objet d'un brutal et révoltant mépris, suprême trouvaille de cette « générosité » héroïque dont on parle tant. Par le détour de la jeunesse, la philosophie de la trique, vieille comme le monde, s'est refait une virginité.

D'ailleurs, nous sommes tranquilles ; toutes ces fanfaronnades contre les vieux n'empêchent pas de dormir les vrais maîtres du monde, qui sont moins chatouilleux sur leur âge que sur leur coffre-fort.

Tant de contradictions, de confusions, d'outrecuidantes prétentions, n'ont malheureusement pas assez d'antidotes du côté révolutionnaire et se fortifient des défauts ou de l'impuissance des partis qui se réclament du socialisme. Ignorants autant qu'on peut l'être de la nature réelle et des buts de la révolution prolétarienne, les gens dont nous parlons ici polémiquent avec le communisme sectaire et bureaucratisé, où ils croient trouver des confirmations à leur idéologie et où il n'y trouvent guère de réfutation, et avec le socialisme embourgeoisé de la IIe Internationale, qu'ils mettent au rang, non sans quelque raison, des vieilleries de la démocratie officielle. Et cependant les tares actuelles du mouvement ouvrier n'empêchent pas que son traditionnel programme : abolition internationale du capital, collectivisation de l'économie, exploitation rationnelle et sans entrave des ressources naturelles, élévation du bien-être général et de la culture, suppression des barrières sociales et nationales avec leur cortège d'ignominies, demeure, quand même il ne resterait sur terre qu'un seul homme pour le concevoir, la seule solution possible. Désespérer d'y parvenir, c'est désespérer de l'humanité. La résistance sanguinaire dont le monde bourgeois se montre capable au milieu même de sa pourriture, le désarroi mental qui en résulte partout, et dont le présent article ne fait qu'analyser une des formes, ne peuvent rien contre la force des choses et la lucidité révolutionnaire, qui s'uniront tôt ou tard pour renverser le vieux monde et créer — pour de bon, cette fois — un monde nouveau.

PAUL BENICHOU.

Les Partis Ouvriers et l'Unité

LA CONFERENCE NATIONALE

La Conférence nationale du parti communiste a donné au Comité central l'autorisation d'exclure Jacques Doriot et partant avec lui la majorité du rayon de Saint-Denis coupable d'avoir fait passer avant des considérations de discipline formelle, le souci de l'unité loyale de toutes les forces ouvrières dans l'action anti-fasciste. En même temps, et à l'unanimité, sur l'invitation des mêmes dirigeants du comité central responsables de l'offensive contre Saint-Denis, la Conférence a approuvé une révision complète de la tactique sectaire de division des forces ouvrières, contre laquelle Jacques Doriot avait commis le crime de s'élever dans la *Lettre ouverte à l'Internationale Communiste*.

Il y a là un étrange paradoxe qui demande à être examiné de près, si l'on veut établir en toute exactitude et en toute impartialité, le bilan de ce qui a changé et de ce qui n'a pas changé dans la politique et dans les méthodes du parti et de l'Internationale Communiste.

I. — CE QUI N'A PAS CHANGE

Ce qui incontestablement n'a pas changé, ce sont les méthodes et le régime intérieur du parti et de l'Internationale Communiste, dont on peut penser ce que l'on voudra, mais qu'on peut décrire objectivement de la manière suivante : *Les organisations de l'I. C., directes ou filiales, sont des organisations rigoureusement hiérarchisées, en allant du sommet à la base, où les instances supérieures commandent aux instances inférieures, sans que la moindre contre-partie soit jamais admise.* Le centralisme hiérarchique, pour ne pas employer un plus gros mot, y a depuis longtemps perdu toute contre-partie démocratique si tant est que cette contre-partie y ait jamais existé, même aux meilleures époques (ce que l'on peut dire plus justement, c'est qu'elle n'a cessé de s'affaiblir pour finalement disparaître tout à fait). Aussi bien les décisions de la ligne générale que les détails d'application sont réglés par la voie hiérarchique. Les Conférences nationales et internationales, quand elles sont réunies et elles ne le sont plus qu'irrégulièrement et dans des circonstances extraordinaires, ont pour unique fonction *d'enregistrer et d'approuver la ligne élaborée en haut lieu et non de discuter, de confronter et de décider.*

En fonction d'une telle structure d'organisation *le pire crime n'est pas celui qu'une politique fausse peut faire commettre au préjudice de la classe ouvrière, mais le crime contre la discipline hiérarchique.* Il ne saurait être admis que des militants d'un échelon inférieur, prennent sur eux-mêmes de critiquer la politique décidée en haut lieu et d'en proposer une autre, *eussent-ils cent fois raison dans les faits et dans l'intérêt de la classe ouvrière.* Il ne saurait, à peine de bouleversement complet, changeant le caractère même de l'organisation, se produire de renversement de majorité menant à l'adoption d'une ligne nouvelle imposée par l'initiative d'en bas. *Les changements tactiques et politiques doivent venir d'en haut.* Telle est la signification du refus de discuter opposé par l'I. C. à Doriot Le Comité Central, dans sa lutte contre Doriot, *n'a pas fait plébisciter une ligne politique, mais le principe abstrait de la discipline formelle et de l'infaillibilité des organismes dirigeants.*

Ces méthodes qui ne sont pas nouvelles dans l'I. C. et que Doriot connaissait bien, pour les avoir vues appliquées dans d'autres cas, ne sont que la transposition internationale des procédés de gouvernement des dirigeants soviétiques. Elles ne sont pas accidentelles. Après s'être formées spontanément et que l'organe ait préexisté à la fonction, elles répondent au souci qu'ont les dirigeants russes de l'Internationale, de conserver à tout prix un mouvement ouvrier particulier au service des fins particulières à un Etat « qui construit le socialisme dans un seul pays ».

DU PARTI COMMUNISTE

II. — CE QUI A CHANGE

L'exclusion de Doriot coïncide cependant avec la victoire complète de la ligne politique que les militants de Saint-Denis avaient préconisée. La Conférence nationale a relégué aux oubliettes le front unique à la base et le social-fascisme de triste mémoire. Elle a admis officiellement le principe des ententes d'organisation à organisation et non plus seulement par voie de personnes et d'organisations fictivement indépendantes interposées (méthode d'Amsterdam-Pleyel). Elle a condamné l'interprétation du front unique comme manœuvre en attribuant d'ailleurs cette interprétation à Doriot, ce qui est un assez bel exemple de projection psychologique. L'Unité syndicale, de la base au sommet, à la fois par la méthode des syndicats uniques, et par celle du Congrès de fusion a été officiellement admise, débarrassée de la clause restrictive des « chefs » et de la condition de lutte de classe, reconnue comme une condition purement formelle. Le contenu nouveau des mots d'ordre est adapté à cette politique nouvelle. *La défense des libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière, tant reprochée aux socialistes après les événements du 6 février, cesse même d'être une hérésie contre-révolutionnaire et devient un objectif central de la lutte antifasciste.* Le ralliement des classes moyennes est préconisé comme une nécessité révolutionnaire.

Dans les discours de Monmousseau, de Frachon, de Soupé, de Gitton et même de Thorez et de Marty on trouverait facilement mainte formule qui ne peut qu'être approuvée par tout partisan sincère de l'unité d'action des forces ouvrières, par tout militant soucieux à la fois d'organiser la défensive antifasciste et l'offensive révolutionnaire.

Le tournant contre le sectarisme dans les rapports avec les organisations extérieures est complet. Il va même au delà de ce qu'avait proposé Doriot et pour employer le vocabulaire consacré, *constitue parfois un glissement sur la voie de l'opportunisme* et à la droite même de certaines positions du parti socialiste. André Marty, qui s'élance hardiment à la conquête des classes moyennes, vend la peau de l'ours cher à Henri de Man avant de l'avoir tué et n'hésite pas à parler avec un optimisme que l'on peut juger excessif de « l'immense sympathie » dont jouirait le prolétariat dans leurs rangs.

S'il en était ainsi la partie serait déjà gagnée. Mais il faut malheureusement aussi tenir compte des réactions anti-ouvrières du petit bourgeois paupérisé, sur lesquelles Hitler a fait fonds. *Marty va même jusqu'à déplorer que le parti communiste ait suivi la campagne socialiste contre la triste organisation de Monsieur Large et du Baron de Phynances d'Anthouard à laquelle il refuse le caractère fasciste, ce qui paraît un peu violent.*

Quant à Maurice Thorez, il recommande aux militants d'éviter les manifestations anti-religieuses intempestives et de ne pas manquer de souligner « *leur amour pour leur pays* » pour ne pas heurter le sentiment religieux et le sentiment national. La distinction traditionnelle entre la croyance, affaire privée des pauvres gens et le cléricalisme force de classe au service du capitalisme gagnerait au moins à être faite, de même que la distinction entre la France des travailleurs et la Société anonyme Schneider, Pétain et Cie qui prépare la prochaine dernière. *On aimerait à savoir si Thorez considère que la manifestation d'Aubervilliers dirigée à la fois contre l'évêque et contre le renégat Laval fait partie de ces manifestations anti-religieuses intempestives et si c'est le ralliement de Litvinov à la thèse française de la « sécurité » qui justifie les concessions au sentiment national.*

Tout compte fait cependant, et indépendamment de ces réserves qui sont à maintenir fermement, l'ensemble du tournant mérite d'être salué. C'est un pas en avant considérable dans la voie de l'unité de classe du prolétariat. C'est cette unité de classe, au moins dans l'action, qui constitue la tâche la plus urgente de l'heure présente. La conquête des classes moyennes lui est subordonnée. Les classes moyennes dépourvues de perspectives historiques qui leur soient propres et de possibilités d'action indépendante, se rangeront en dernière analyse du côté *où elles verront la force, la décision et l'avenir. Et ce sera du côté du prolétariat s'il est uni, fort et décidé.*

III. — BILAN

Restent à déterminer les raisons de ce tournant considérable, pour se rendre compte exactement de sa portée. Il est la preuve que l'organisation la plus hiérarchique et la plus centralisée ne peut pas ne pas tenir compte du déroulement des faits historiques et des réactions à leur égard d'une certaine opinion publique. Elle doit finalement d'une manière indirecte et avec ses méthodes propres, s'y adapter si elle entend se conserver. Les dirigeants soviétiques semblent avoir enfin réalisé, *que pour conserver un mouvement ouvrier particulier, il ne faut pas seulement sauvegarder la particularité de ce mouvement, mais il faut aussi sauvegarder son existence.* L'existence du mouvement ouvrier communiste aussi bien que celle du mouvement ouvrier socialiste sont également menacées par le fascisme et la classe ouvrière tout entière commence à en prendre conscience. *Les leçons de la catastrophe allemande et de ses conséquences en politique extérieure, d'une part, l'avertissement sérieux que constitue la dissidence de Saint-Denis d'autre part, ont donné à réfléchir aux dirigeants de l'Internationale et ont déterminé leur attitude.*

Depuis de nombreuses années, l'I. C. n'a pas manqué d'accomplir de nombreux tournants, mais ces tournants ont été effectués le plus souvent à contre sens des événements pour racheter des fautes antérieures au moment même où il était trop tard pour le faire, la situation à laquelle elle cherchait à s'adapter ayant déjà changé. Elle a erré ainsi de Charybde en Scylla, comme enfermée dans une sorte de cercle vicieux. *Il faut enfin saluer un tournant « réaliste » qui s'accomplit dans le sens de la situation historique et des désirs du prolétariat.* Cependant, c'est plus d'un an après l'avènement de Hitler au pouvoir et cinq mois après le coup de tonnerre de février que l'I. C. se décide à changer de tactique. Ce n'est pas l'I. C. et le parti communiste qui ont montré la voie de l'unité d'action à la classe ouvrière française. *C'est la classe ouvrière française qui spontanément et en manifestant par des actes ses aspirations unitaires a obligé l'I. C., aussi bien que la section française de l'I. O. S. à en tenir compte. Curieux général que celui qui tout en prétendant exercer le rôle dirigeant marche à la remorque de ses troupes, après avoir tenté, mais en vain de les maintenir sur une autre voie.*

Par un paradoxe de l'histoire, qui doit donner à réfléchir à ceux qui ont d'abord pensé qu'on ne pouvait rien tirer des vieux partis et qu'il fallait tout reprendre au point zéro, c'est en même temps que le parti socialiste et le parti communiste commencent à opérer tous deux leur « redressement ». Paradoxe *seulement au fonds pour ceux qui exhaussant les partis au-dessus des classes, admettent la conception idéaliste du rôle dirigeant de quelques individus éclairés par leur propre intelligence ou par les lumières d'un seul, comme indispensables à la marche de l'histoire.* En réalité, ce ne sont pas les partis qui sont en train de se redresser d'eux-mêmes en raison des vertus qui leur sont propres et malgré leurs vices. *C'est la classe ouvrière française, qui est en train de se redresser au-dessus du niveau traditionnel de ses vieux partis, sur la base de son expérience propre et des leçons de l'expérience internationale.* Et c'est là que gît notre espérance et non dans l'attente mystique de tel ou tel « rôle dirigeant ». Rosa Luxembourg avait raison. C'est dans le feu des événements révolutionnaires, que la seconde révolution française saura forger ses propres hommes.

A. PATRI.

Problèmes économiques

LES REMÈDES CAPITALISTES A LA CRISE

LA SAGESSE DU LIBERALISME CLASSIQUE

Toute la sagesse de cette vieille dame dont M. Germain-Martin, le papa de Tournesuez et les régents de la banque de France ont sucé le lait à la mamelle, l'économie libérale classique, puisqu'il faut l'appeler par son nom, est contenue dans les célèbres maximes sur l'offre et la demande.

Le corps économique malade se guérit de lui-même par la vertu médicatrice du mécanisme régulateur des prix. Il faut bien se garder d'entraver l'œuvre de la nature par des interventions artificielles. La chute des prix qui réduit les entrepreneurs à la faillite et les ouvriers au chômage est sans doute un mal, mais un mal nécessaire qui porte en lui-même son correctif. La baisse des prix ne signifie rien d'autre qu'une offre qui dépasse la demande, mais elle doit finalement entraîner un relèvement de la demande à laquelle elle servira de stimulant naturel. Grâce à cette médecine homéopathique qui soigne la baisse par une baisse encore plus profonde, les prix finiront par se relever et la prospérité par revenir... jusqu'au moment où l'offre dépassant à nouveau la demande, il n'y aura plus qu'à recommencer. La ferme conviction de l'économie libérale, c'est que les crises se guérissent d'elles-mêmes par leurs propres effets naturels.

LE MECANISME DES PRIX NE JOUE PLUS

Seulement aujourd'hui la vieille dame a beau chausser ses bésicles, elle est obligée de constater que l'adaptation de l'offre à la demande par le mécanisme des prix ne se fait plus. La mécanique est enrayée et rien ne joue plus ni dans le sens de l'offre ni dans le sens de la demande.

Le commerçant qui voit la demande de sa clientèle diminuer à vue d'œil, ne baisse pas ses prix de vente au détail, malgré le fléchissement des prix de gros. Au contraire, il les maintient quand il ne les relève pas. C'est que le fléchissement des prix d'achat n'arrive pas à compenser les charges fixes auxquelles il doit continuer à faire face : stocks achetés au prix fort et non écoulés, loyer, billets de fonds, etc. Ces charges sont d'autant plus lourdes pour chaque unité vendue qu'il vend moins. Aussi doit-il se ratrapper du fléchissement de la quantité vendue sur les prix. Il vend relativement plus cher qu'auparavant parce qu'il vend moins, ce qui est en contradiction avec la sacro-sainte théorie classique.

De son côté, l'industriel qui voit fléchir les prix de vente de ses produits restreint sa production pour obtenir le relèvement des cours. Mais au fur et à mesure qu'il licencie du personnel et stérilise son outillage, il voit avec terreur son prix de revient augmenter pour chaque unité produite. C'est qu'il doit faire face également aux maudites charges fixes : dépenses d'installation et d'équipement, frais d'administration, loyer des capitaux investis, etc. Le prix de revient toujours trop élevé n'arrive pas à s'ajuster au prix de vente toujours trop bas.

Les capitaux liquides stérilisés par la crise, sont en excédent comme tout le reste. Mais comme ils sont thésaurisés pour des raisons de sécurité et ne cherchent pas les placements douteux en raison même du mauvais état des affaires, le loyer de l'argent ne baisse pas malgré leur abondance. La cherté de l'argent, le taux élevé de l'intérêt est la manifestation de leur manque de confiance.

DEFLATION ET ECONOMIE DIRIGEE

Par suite la guérison ne s'annonce pas le moins du monde et le malade est agité de soubresauts fort inquiétants. Il faut trouver un moyen de faire jouer les fameuses « lois naturelles » qui se refusent obstinément à manifester leur existence. Puisque les phénomènes économiques ne veulent pas se conformer aux « lois naturelles », il faut les y contraindre. C'est ce qu'on appelle entreprendre une politique de déflation des prix : faire baisser les traitements et les salaires, faire baisser le coût de la vie, faire baisser le taux de l'intérêt, ajuster toutes choses à la baisse dans l'espoir que tout finira par s'arranger comme par le passé. Et tant pis pour ceux qui en crèveront, puisqu'il faut bien que les lois naturelles de l'économie continuent leur route majestueuse.

L'économie libérale classique est prise ici dans une curieuse contradiction : elle a toujours professé que la liberté économique et l'absence d'intervention étaient l'unique remède à tous les maux et voici que pour appliquer sa propre maxime de la solution des crises par la baisse des prix, elle est contrainte à se transformer en son propre contraire : l'économie dirigée. On entrepend l'intervention parce qu'il faut aider l'œuvre de la nature qui ne s'accomplit plus toute seule.

La Mecque des soi-disant novateurs de « l'économie dirigée » c'est l'Italie mussolinienne avec son armure « corporative » et son interventionnisme étatique extrêmement poussé. En même temps et par un étrange paradoxe, c'est le pays qui reste le plus fidèle au credo libéral de l'ajustement à la baisse. C'est le pays par excellence de la « déflation », entreprise presque tous les six mois par décrets qui imposent la réduction généralisée des salaires, des traitements, des prix et du loyer de l'argent, en prenant comme moyen de persuasion la menace du « confino », de la déportation administrative. Etrange avatar d'un « libéralisme » devenu autoritaire ! Le cas de la Pologne, moins connu, est identique : elle constitue également une économie déflationiste autoritaire. C'est la voie dans laquelle s'engage la douce France de Doumergue. Et c'est pourquoi le gouvernement fort devient le point d'appui nécessaire pour la mise en application des préceptes du vieux « libéralisme ». Libéralisme étant devenu synonyme d'ajustement à la baisse et par suite de ceinture à cran pour les victimes de l'ajustement, le régime de la ceinture à cran appelle infailliblement celui de la trique à l'égard des récalcitrants. Libéralisme devient synonyme d'autoritarisme et de fascisme.

Cela n'empêche pas les « rénovateurs » qui pullulent en France depuis le 6 février, de continuer à duper leur monde en opposant au vieux « capitalisme libéral » tout décrépit, les vertus de la jeune « économie dirigée »... par le manganello. N'est-ce pas, Messieurs Marcel Déat et Bertrand de Jouvenel, pour ne s'adresser qu'à vous?

L'HUMANITE NIVELEE PAR EN BAS

Les résultats de la politique de déflation ressemblent fort à ceux d'un chat qui court après sa queue, si l'on ajoute que le chat qui se livre à ce genre d'exercice, dégringole en même temps l'escalier d'une cave toujours toujours plus profonde et plus noire.

Le cas de l'Italie « déflationniste », avec son budget toujours en déséquilibre malgré les économies, la misère atroce de ses paysans et de ses ouvriers et, il faut l'ajouter, aussi de ses petits commerçants, son chiffre de faillites le plus élevé de toute l'Europe, commence heureusement à être mieux connu. Celui de la France de Doumergue où l'on a réussi, du même coup, pendant le mois de mars, à faire remonter les rentes et à battre le record mussolinien des faillites, ne manque pas d'être prometteur.

Le vieux mécanisme des prix que l'on essaie de remettre en marche par force, ne peut plus jouer dans le sens du relèvement final de la conjoncture, parce que, même dans les crises du passé, citées en exemple par les tenants de la vieille doctrine, il n'a jamais à lui seul suffi à entraîner ce résultat. Les crises d'autrefois se sont résolues par l'ouverture de nouveaux débouchés, dans des pays neufs dont l'équipement nouveau entraînait une nouvelle demande. Dans un marché plein, comme celui de l'économie mondiale où les anciens débouchés se sont transformés en nouveaux concurrents, on s'installe dans la dépression chronique incompréhensible pour le libéralisme classique. L'offre et la demande deviennent solidaires et cessent de jouer en sens inverse l'une de l'autre. Tout ce qui contribue à diminuer les prix de revient et à permettre aux vendeurs d'offrir les marchandises à des prix plus bas, a pour contre-partie un fléchissement encore plus considérable de la demande solvable appauvrie sans trêve par les compressions. Les prix si bas soient-ils sont toujours trop élevés relativement à cette demande qui fléchit avec eux, non seulement sur le marché national, mais sur le marché mondial.

La déflation, par suite, ne peut signifier qu'un acheminement vers cette « humanité nivelée » à un niveau plus bas dont parle Mussolini. Elle a perdu complètement la signification que lui accordaient au siècle dernier les économistes classiques qui voyaient dans la baisse des prix une solution progressiste tendant à assurer aux masses un standard de vie meilleur.

EFFICACITE ET INEFFICACITE DE L'INFLATION ET DE LA DEFLATION

Le problème théorique de la déflation, tel qu'il est posé par certains beaux esprits, parmi lesquels on trouve les tech-

CONTRE LE FASCISME

UNITÉ D'ACTION

« *Le « front commun » d'extrême gauche dont il ne serait pas sans intérêt de connaître exactement la composition et le programme peut inscrire sur se drapeaux un nombre déjà fort impressionnant de « batailles » : Henin, Liétard, Montargis, Toulouse, Genoble, Lyon, Lorient...* », et le *Temps* de continuer sur ce ton en protestant au nom de la... « *liberté de parole et de réunion* ». *Car pour ces bons apôtres*, messieurs les membres du Comité des Forges lorsque les aspirants dictateurs : Henriot, Taittinger, Ybarnegaray se déplacent, ils ne font qu'user de la « *seule arme légale, celle de la parole* ».

Le bilan en est dix-sept morts ouvriers.

Quant aux assassins ils sont en liberté en vertu de ce nouvel adage d'union nationale : « Acquittez au moins ceux qui vous défendent. C'est ainsi que le jury de Saint-Omer a interprété la volonté gouvernementale de maintenir l'ordre.

La classe ouvrière meurtrie ne se laisse pas prendre au « nouveau régime » du 6 février. Elle sait et comprend, poussée par son instinct de classe que la meilleure façon d'honorer ses martyrs n'est pas encore de suivre le cœur gonflé de haine, et les poings serrés le char funèbre des siens, mais de se retrouver unis, coudes à coudes, socialistes, communistes, autonomes, inorganisés dans la rue pour en chasser les assassins. La lutte pour la démocratie prend à nouveau son vrai et seul caractère social. La démocratie est révolutionnaire ou n'est pas. C'est ainsi que la défense des libertés civiques réalise la fonction de tous ceux qui connaissant leur valeur sont décidés à les défendre au même prix qu'ont coûtées leur conquête : celui du sang dont est rouge le drapeau des opprimés. Le gouvernement envoyant le renfort de sa garde prétorienne au secours de ceux qui veulent anéantir le droit de réunion, de presse, de syndicats pour mieux pressurer la masse des travailleurs, la lutte pour les droits démocratiques si douloureusement acquis s'unifie alors avec celle de l'émancipation ouvrière. Aux commis voyageurs du programme de **misère et d esclavage**, s'opposent les masses qui désirent *le bien être et la liberté*.

Le 12 février ne fut donc pas une simple lueur d'espoir mais un brasier qui ralluma en France l'esprit révolutionnaire de la démocratie, en la dissociant du régime actuel. Cette action qui se développe de Grenoble à Toulouse allant s'élargissant à toute la province tend et doit devenir de plus en plus précise dans ses buts et ses moyens. L'unité d'action qui se réalise dans la classe ouvrière envers et contre tous devient une force qui agglomère à elle la petite bourgeoisie démocratique et paysanne. Elle acquierera encore plus de puissance à mesure que la lutte pour la liberté et la démocratie apparaitra comme l'unique voie pour élever le niveau de vie et le bien être de tous. Il ne s'agit donc pas de confondre la démocratie avec le parlementarisme pourri, et de la rejeter ou défendre un statu quo condamné, mais s'opposer à tout amoindrissement des libertés démocratiques bourgeoises, en donnant à cette défense un caractère offensif que seule peut avoir la revendication de l'élargissement de ces libertés elles-mêmes.

Au regroupement démocratique qui s'opère dans l'ensemble du pays, ainsi qu'en témoignent les manifestations antifascistes il importe de donner une conscience politique. La séparation qui s'opère entre les masses radicales et le parti du même nom intégré dans l'union nationale, montre que ces masses peuvent rester fidèles à leur esprit démocratique en s'alliant à la lutte de la classe ouvrière. Il faut donc que cette dernière soit guidée par une volonté démocratique **conséquente** pour reprendre une expression de Lénine. Cette union ne peut s'opérer qu'au travers des mots d'ordre démocratiques. En ce faisant on ne fait que rejoindre la tradition démocratique et révolutionnaire dont le socialisme est l'héritier. Tradition qui lia la lutte démocratique à la revendication de la *république sociale* et se perpétua du jacobinisme à la Commune, ayant pour principe la notion du *gouvernement direct* : « base d'institution vraiment démocratique » (Marx) dont le contenu social se retrouve dans l'appel lancé au pays par la Commune : **La terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous.**

Vivifiée par un souffle politique, la nécessité de la transformation socialiste de l'économie apparaîtra aux yeux des masses comme l'unique possibilité du maintien et du développement de libertés rejetées par la bourgeoisie et ayant pour résultat non la misère mais le bien être.

J.-J. TCHERNY.

A BULLIER, LE 2 JUILLET, SUR LES TRACES DE ST-DENIS...

La foule ouvrière accourue avait envahi les salles Bullier et Huygens. L'enthousiasme qui régnait dans les rangs des militants, fortifiait cette confiance en soi que, seule, peut susciter l'union qui fait la force.

On ne peut que se féliciter de l'ampleur de la réunion du 2 juillet, prenant toute sa signification par la réalisation de l'unité d'action d'organisation à organisation.

Un premier pas a été fait. La victoire est celle de la masse socialiste et communiste qui a imposé l'unité d'action à la bureaucratie des deux partis. Aussi il importe de fortifier ce qu'on a imposé. Car le danger est qu'on sabote l'unité d'action au cours de sa réalisation, même en empêchant qu'elle soit ce qu'elle doit être : le rassemblement de masse du prolétariat, pour lui permettre de tracer DEMOCRATIQUEMENT sa marche en avant.

Aussi il faut, qu'à l'exemple du Comité de vigilance de Saint-Denis, qui reste pour nous un modèle, l'unité d'action devienne permanente, ayant son organisme propre au sein duquel chaque parti défendra ses positions. Sinon l'unité d'action, en restant limitée aux sommets, risquera de n'être qu'une demie satisfaction donnée aux masses ouvrières socialistes et communistes par des dirigeants soucieux, avant tout, de garder leur prestige menacé de bureaucrates qui n'ont su ni voir, ni prévoir. On ne peut se satisfaire de cette première concession qu'ils ont faites ; à eux de comprendre sinon la masse rejetant ce qui ne serait qu'une caricature, réalisera une unité d'action véritable sous sa forme permanente.

---

niciens « néos » de l'économie est entièrement vide de sens. La déflation, nous disent ces messieurs, pour être efficace doit être généralisée et synchronisée. Elle doit porter simultanément sur les charges budgétaires et sur les charges fiscales, sur le niveau général des prix de gros et de détail, et sur le loyer de l'argent, aussi bien que sur les traitements et les salaires.

Un enfant de l'âge du certificat d'études, comprendrait pourtant que si dans des conditions de non-ajustement réciproque des diverses grandeurs considérées, on accomplit cette mirifique opération, on devra retrouver nécessairement le déséquilibre initial dans la solution finale. Rien n'aura été changé et l'on aura procédé à une opération blanche absolument inefficace.

Il en est de même du problème théorique du relèvement des prix par voie de dévaluations monétaires. Si l'on diminue par des manipulations monétaires le pouvoir d'achat de la monnaie pour relever le niveau général des prix et que l'on procède à des ajustements réciproques entre le niveau des prix, celui des dettes et des salaires, rien ne sera changé. De même si l'on dévalue dans les mêmes proportions, les diverses monnaies.

Le problème théorique de l'inflation loin d'être inverse de celui de la déflation est exactement le même.

L'inflation comme la déflation ne peuvent avoir d'efficacité économique réelle que dans la mesure où elles ne sont pas généralisées et synchronisées, qu'à la condition d'agir inégalement sur les divers facteurs économiques à l'intérieur d'une même économie nationale et sur les diverses économies nationales. Ce sont en fait des mesures de guerre sociale et de guerre économique internationale qui tendent à modifier la répartition, les rapports de répartition des revenus entre les classes de la société et de répartition des débouchés dans les conditions de la concurrence mondiale. L'une comme l'autre peuvent déterminer ici et là des inégalités locales et temporaires, en faveur des uns et au détriment des autres, mais elles sont toutes deux impuissantes à créer les conditions d'une reprise générale et durable. Au contraire, elles agissent à l'échelle historique et mondiale dans le sens d'un nivellement croissant des prix or et des niveaux de vie, d'un approfondissement de la dépression.

Et au terme de l'une et de l'autre, il ne s'offre finalement que deux voies pour une reprise générale réelle : ou bien une transformation socialiste qui amènerait le pouvoir d'achat des masses au niveau de l'abondance des richesses réelles ou bien une guerre qui en détruisant les richesses réelles, ouvrirait un nouveau marché : celui de la destruction. La seconde solution est déjà celle qui se prépare sous nos yeux, car nul n'ignore que la reprise légère qui se manifeste dans l'économie mondiale est due aux commandes massives concédées par les Etats à l'industrie des moyens de destruction.

A. ARIAT.

L'ORIGINE DE LA FAMILLE E

PAR jEAN

C. — NAISSANCE DU POUVOIR DES CHEFS

Certains clans se distinguent particulièrement dans ces compétitions économiques et acquièrent ainsi une *influence croissante*. Etant en relation avec un nombre considérable de clans et de tribus, ils reçoivent une multitude d'objets de toutes sortes. Ils ne peuvent pas les garder longtemps, nous l'avons vu. Mais ils possèdent ainsi un vaste « fond de roulement » auquel ils doivent un grand prestige. Ainsi apparaissent les « clans-chefs » où l'aîné des hommes devient alors le chef du village où vit le clan, quelquefois de toute la région environnante.

D. — LA CHEFFERIE AUX ILES TROBRIAND POSITION PARADOXALE DU CHEF

1° Le pouvoir du chef, aux Trobriand, est lié précisément aux relations extrêmement nombreuses qu'il entretient avec toute la région, à de centaines de kilomètres. Pour assurer le pouvoir, une nouvelle forme de mariage apparaît : *la polygamie réservée au chef*. Pourquoi ? C'est que le chef ayant une femme dans chaque clan ou *sous-clan*, va pouvoir prendre part aux *distributions de vivres* de chaque clan ou sous-clan, en sorte qu'il recevra une quantité de vivres d'autant plus grande qu'il aura plus de femmes. Ces vivres dépassent de beaucoup sa consommation, il possède ainsi un *superflu* qui lui permet de payer en nature des objets, des services, etc... Il peut financer une guerre, surpasser ses rivaux par la magnificence de ses dons, etc...

2° Mais le pouvoir du chef consolidé par la polygamie, manque de continuité : *il n'est pas transmissible aux enfants*. Pourquoi ? Deux raisons qui sont liées étroitement :

a) Le pouvoir appartient au *clan* ; le chef n'en est que le dépositaire à vie (voir § B).

b) La descendance est *maternelle*. Donc, les enfants du chef *nés de femmes n'appartenant pas au clan*, n'ont aucun droit. Les héritiers du pouvoir seront *les enfants de sa sœur*, ses neveux utérins.

3) CONSEQUENCE : LA LUTTE DU CHEF POUR S'ASSURER UNE DYNASTIE

a) Suivant la coutume, les enfants du chef ne devraient pas, dès qu'ils ont un certain âge, habiter avec lui. Ils devraient aller habiter dans le village de leur *oncle utérin*. Grâce à son pouvoir personnel, le chef obtient que ses fils vivent au village. Mais des *conflits* fréquents se produisent entre eux et les neveux.

b) Il y a un moyen pour pallier le mal : c'est qu'un fils du chef épouse sa cousine, fille de la sœur du chef. De cette façon, le fils du chef, *sans pouvoir lui succéder*, pourra demeurer dans le village, participer aux distributions de vives du clan-chef, etc. Au moment où les Européens sont intervenus, la lutte entre le pouvoir du chef et celui de la descendance maternelle donnait lieu à des conflits très fréquents. La colonisation a empêché le phénomène d'aboutir à un résultat naturel.

E. — LE MARIAGE MONOGAMIQUE AVEC DESCENDANCE MATERNELLE

Contrairement à ce qu'a cru Engels, de même que le mariage syndyasmique existe déjà en même temps que le mariage par groupe, le mariage monogamique existe déjà en même temps que le système maternel. Il existe précisément aux Trobriand, où la vie sexuelle des indigènes peut être divisée en deux phases :

1° *Liberté complète des jeunes gens*. — Les jeunes gens des deux sexes possèdent la liberté sexuelle la plus entière. Dans chaque village existent des « *maisons de célibataires* » où ils peuvent cohabiter à leur guise. Ces unions temporaires se consolident quelquefois à tel point que les couples ainsi formés aboutissent au mariage.

2° *Le mariage*. — C'est avant tout un *état économique* spécial. Les jeunes gens, dans leurs liaisons précédentes ne prenaient *jamais* un repas ensemble, ils ne possédaient rien en commun. Lorsqu'ils se marient, cela signifie que leurs deux familles s'unissent par des liens de potlatch : elles vont participer réciproquement à leurs distributions de nourriture, et surtout *la famille de la femme* va réserver une partie de ses produits au mari.

La descendance étant maternelle, la situation de la femme dans ce mariage monogamique est aussi élevée que dans les deux systèmes précédents. Elle peut divorcer et *prendre ses enfants* avec elle. L'adultère est également mal vu de port et d'autre. N'oublions pas que le divorce dans cet état de choses, constitue une grave perte économique pour le mari, qui perd son droit aux distributions de vivres de la famille de sa femme.

Résumons les caractères principaux de ce système :

1° Développement économique ; système du potlatch ;

2° Clans privilégiés d'où sortent les chefs ;

3° Conflit etnre le pouvoir du chef et la descendance maternelle ;

5° *Conséquence importante de cet état de choses* : Le rétrécissement de la parenté. On continue à employer, aux Trobriand des termes « classificatoires » analogues à ceux des Australiens. Mais, avec le village permanent, s'est *formé le foyer permanent;* et l'on distingue très bien, tout en les appelant par les mêmes mots les *sœurs* de totem et les *sœurs* réelles. Ce qui le prouve, c'est que l'inceste frère sœur est beaucoup moins grave dans le premier cas que dans l'autre.

VII. PASSAGE A LA DESCENDANCE PATERNELLE

A) CAUSES :

Nous les avons vues dans le paragraphe précédent : développement de la richesse et du pouvoir de l'homme, nécessité de transmettre l'un et l'autre à des descendants. En même temps, découverte de la *paternité physique* encore ignorée des Trobriandais.

B) CONSEQUENCES :

1° *Le clan totémique devient total :* Précédemment, dans un même village habitaient des gens de clans divers, les enfants n'étant pas du même clan que leur père. Les garçons quittaient leur père, mais les filles demeuraient. Avec la descendance paternelle, *les enfants ont le même totem que leur père ;* donc, les habitants d'un même village finissent par avoir le même totem.

2° *Mariage par rapt.* — Mais alors, les hommes ne peuvent pas trouver de femme d'un autre clan dans leur propre village. Ils sont donc forcés d'aller les enlever dans d'autres villages. C'est ce qui a lieu chez les *Kurnaï* (Australie). Mais cela ne se produit pas longtemps, et deux solutions diverses se présentent.

a) *Echange régulier* des femmes entre villages, avec *rapt simulé :* c'est le cas des Kurnaï.

b) *Abandon de l'exogamie :* on se marie à l'intérieur du village : c'est ce qui avait lieu chez les Indiens de l'empire Inca (Pérou, Bolivie, Chili).

3° *D'où décadence du système religieux totémique,* qui ne répond plus à l'état économique ni à la structure sociale. Le totem de chaque village devient peu à peu un *héros* aux nombreux exploits légendaires, qui correspond au *chef terrestre*. Peu à peu ce héros deviendra un dieu.

DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

DURIEZ

4° *Naissance de la propriété privée.* — Chez les Kiwaï (Nouvelle-Guinée), les *propriétés anciennes* deviennent collectives, parce qu'elles datent du temps des clans et de la descendance maternelle ; mais les terrains *nouvellement défrichés* deviennent la *propriété privée* du chef de famille, qui peut en disposer comme il lui plaît.

5° *Survivances.* — Il ne faut pas croire que tout se passe avec la régularité d'un mouvement d'horlogerie. En même temps que les nouveaux systèmes s'affirment, les anciens résistent et survivent par lambeaux. Ainsi, chez les Kiwaï, où le mariage est monogame et la descendance paternelle, une cérémonie annuelle a lieu, où le mariage par groupe semble rentrer en vigueur, toutes les femmes appartenant à tous les hommes, à l'exception des relations défendues (frère, sœur, etc...) Le même usage a lieu chez les Kurnaï.

VIII. DE LA CHEFFERIE A L'ETAT

A) Les peuples de l'Australie, de l'Océanie n'ont pas dépassé le stade de la chefferie. Or, le pouvoir du chef, tout en étant important, n'implique en aucune façon une véritable souveraineté. Le chef ne perçoit pas d'impôts ; il est plutôt chef *parce qu'il paye.* Il a de l'influence, c'est tout, et encore, cette influence n'est pas à lui, mais à un clan. L'*Etat* sera caractérisé au contraire par la perception d'impôts ou de tributs, par *l'exploitation de classe.*

Il faut pour constater ces faits étudier la fondation et le développement des deux grands Empires indigènes d'Amérique avant le débarquement des Espagnols : Aztèques (Mexique) et Incas (Pérou).

B) LES AZTEQUES :

B) *Les classes sociales chez les Aztèques.* — La tribu Aztèque qui, aidée des tribus confédérées, fit la conquête du Mexique, était divisée à l'origine en clans totémiques. La majorité du peuple se composait donc de *guerriers,* ayant des droits égaux : chacun recevait une mesure de terre lorsqu'il se mariait, les propriétés étant communes.

Pour des raisons diverses, certains hommes étaient *exclus* (tlacotin) des clans. Il leur restait un seul moyen de vivre ; c'était de *louer leur travail* aux chefs qui, eux, n'avaient pas le temps de cultiver leurs propres terres.

Il y avait donc bien une *classe inférieure,* les tlacotin, et une *classe supérieure,* les chefs (tecuhtin), mais les fonctions des chefs n'étaient pas héréditaires, et les fils pouvaient rentrer dans le clan d'où leur père avait été chassé. Par conséquent, il n'y avait pas de classes bien délimitées, et la propriété demeurait commune.

Mais les conquêtes eurent les conséquences suivantes : 1° les vaincus payaient des *tributs* partagés entre les guerriers. Les chefs touchaient naturellement des parts très considérables, et les exclus n'avaient aucun droit, ne touchaient rien. Par conséquent, à mesure que le niveau de vie des Aztèques s'élevait, celui des tlacotins restant au même point, baissait relativement.

2°) L'afflux des marchandises à Mexico provoqua l'apparition d'une *monnaie,* et l'accumulation de cette monnaie fut pour les chefs l'origine d'un accroissement d'influence. Mais la victoire de Cortez (prise de Mexico 1519) vint briser net cette consolidation graduelle d'un pouvoir de classe.

C) L'EMPIRE INCA :

1° L'Empire Inca fut constitué entre le 12e siècle après Jésus-Christ et le XVIe par les conquêtes d'un *clan* d'origine bolivienne, le clan *Inca.* Après s'être installés à *Cuzco* (Pérou) les Incas étendirent successivement leur domination sur le Chili, le Bas-Pérou et la Bolivie.

2° La première conséquence de la conquête fut la *déportation en masse* de certains peuples vaincus. Les uns furent transportés dans la capitale Cuzco et les autres, dans les régions non *cultivées* qu'ils furent priés de défricher. Les déportés (mitimacuna) étaient des *esclaves,* sans droit et sans propriété. Mais, tous les vaincus n'étaient pas traités de la même façon, beaucoup restaient dans leur pays, assujettis à un régime spécial.

3° *Régime de la propriété.* — Toutes les terres conquises, et tout le *travail* des habitants, appartenaient *de droit* aux Incas conquérants, et, en particulier aux « Sapa-Inca » (Empereur). Chaque père de famille recevait une mesure de terre, mais ne devait la cultiver qu'après avoir cultivé celles de l'Inca. Les animaux chassés, les poissons, appartenaient à l'Inca. Tous les sujets devaient travailler sur des matières premières qu'on leur fournissait, et fabriquer des vêtements, des outils, etc.., pour le compte des Incas.

4° Pour assurer cette exploitation intensive, la structure sociale de l'Empire était déterminée par une politique dont les deux caractères principaux sont les suivants :

a) *Lutte contre le clan au profit du village.* — En effet, le village représentait une certaine étendue de cultures (marca).

b) *Lutte contre le clan au profit de la famille.* — L'Inca trouvait son profit à munir le père de famille à la fois de pleins pouvoirs et d'une lourde responsabilité. La surveillance de ses sujets se trouvait ainsi assurée dans le détail. Le clan, unité plus ancienne, plus indépendante, gênait plutôt le pouvoir autocratique.

5° Jusqu'ici, nous n'avons donc pas rencontré de *pouvoir* supérieur à celui des clans ; la chefferie même dépendait des clans. *L'Etat est le pouvoir nouveau, absolu, qui va lutter contre les clans au profit de la famille individuelle.*

Mais, à l'intérieur de son clan, *L'Inca reste ce qu'était le chef des Trobriand* : la plus grande difficulté consiste à assurer l'*hérédité.* L'Usage des Incas, suivant lequel l'*Empereur épousait sa sœur aînée,* n'a probablement pas d'autre raison que d'assurer l'hérédité directe malgré la descendance maternelle : en effet, les fils de l'Inca sont en même temps ses neveux utérins.

D) L'ETAT ATHENIEN :

1° Engels a très bien vu comment *l'Etat Athénien* avait rempli la même fonction de lutter contre les clans, (ici les « familles gentilices ») — cependant, à première vue, la différence entre les faits Athéniens et les faits Incas est énorme, car en Grèce on ne voit pas de conquête ni d'autocratie.

2° C'est qu'en réalité le stade de la chefferie peut se terminer de 2 façons :

a) Par la suprématie d'un des chefs, qui devient conquérant et fonde un état souverain (Incas).

b) par la *chute des chefs,* qui a lieu en Grèce, où le pouvoir des « rois » tomba à néant. Il en résulta une *anarchie « gentilice »,* c'est-à-dire que chaque clan poursuivant son enrichissement et le pouvoir, les *conflits* devinrent tels qu'un pouvoir nouveau dut se fonder, et présider à la décadence du pouvoir des clans au profit des familles individuelles et des individus eux-mêmes. Quelle que soit sa formation, l'Etat a toujours eu pour fonction de mettre fin au régime des clans qui durait depuis les temps du totétisme.

LA FAMILLE EUROPEENNE

IX. — On comprendra mieux, après cet essai d'explication historique les 3 caractéristiques de la famille européenne exposées au § I. (Voir *Masses* n° 18.)

1° *Monogamie.* — Contrairement à ce qu'a cru Engels, la

monogamie semble avoir été en germe dans les formes familiales les plus primitives. Mais il a vu parfaitement clair en montrant le sens réel de la monogamie actuelle *européenne*, qui est d'assurer la *transmission directe* des biens du père, et l'accumulation des capitaux par héritage. La fidélité de *la femme* est alors nécessaire, ce qui explique la partialité de l'opinion et de la loi contre elle en cas d'adultère — partialité inconnue dans les pays où la monogamie est accompagnée de descendance maternelle.

2° *La suprématie économique du mari* est le point d'aboutissement de toute l'évolution familiale depuis les sociétés primitives vivant de chasse et de cueillette, jusqu'aux sociétés capitalistes.

3° *La descendance en ligne paternelle*, a nécessité des luttes longues et difficiles avant de s'établir. C'est encore la formation et l'accumulation de la richesse individuelle entre les mains de l'homme père de famille qui explique le résultat final.

X. — La forme de famille qui prévaut dans la civilisation où nous vivons n'est donc qu'une forme parmi d'autres, et résultant d'autres. Elle ne saurait prétendre à être la seule concevable, ni la meilleure possible. Liée étroitement à l'économie capitaliste dans sa naissance, son développement et son déclin, elle ne peut survivre au système dont elle est une pièce maîtresse. Nous reconnaissons, comme l'a fait Engels qu'il serait vain de vouloir déterminer d'avance quelle forme des sociétés nouvelles donneront au problème éternel de l'amour sexuel et de la reproduction, étroitement solidaire du problème non poins éternel de la production.

REPONSE AUX QUESTIONS DES AUDITEURS

1° *Les faits Australiens, Papous, etc..., peuvent-ils nous permettre de comprendre ce qui s'est passé pour les civilisations européennes ?*

OUI. Nous avons le droit le dire que les phénomènes sociaux modernes présentent certains traits qui sont des *survivances* d'un état ancien. Par exemple la répulsion pour *l'inceste* du frère et de la sœur est une survivance de l'interdiction des rapports sexuels entre gens de *même clan* dans le système totémique.

Nous avons le droit de supposer que les lointains ancêtres de nos civilisations ont passé par des états analogues à ceux des Australiens, etc... parce que les conditions *techniques* ont été les mêmes. Les outils de pierre préhistoriques sont semblables à ceux que certains primitifs emploient encore. De même les Indiens de l'Australie du Sud ont découvert le *cuivre* à peu près 20 siècles après les Egyptiens. C'est une évolution analogue qui a eu lieu partout, à des époques différentes.

2° *Est-il possible d'appliquer le matérialisme historique aux sociétés primitives ?*

Le Capital de Karl Marx, conçu à la suite de l'étude de la société capitaliste moderne, s'applique forcément à celle-ci d'une façon bien plus directe. Mais la notion fondamentale du matérialisme historique, à savoir que l'*évolution des phénomènes sociaux est commandée par les phénomènes techniques et économiques*, non par la religion, l'esprit, etc..., est valable pour *toute* société. Il est vrai que les primitifs conçoivent les choses d'une façon bien différente de la nôtre : leur mentalité est « *prélogique* », mystique. Mais leurs besoins techniques ne sont pas moins des facteurs prédominants, et les autres phénomènes suivent. Ainsi, la religion totémique est ruinée par le développement de la descendance paternelle et de la propriété privée, développement qui est dû lui-même à une évolution technique et économique : voir § VII B 3.

3° Certains camarades ont paru surpris de ce qu'il ait pu se faire un début d'accumulation de richesse et de pouvoir par *l'homme* dans le régime maternel, où la femme est son égale. Mais il ne faut pas oublier que cette égalité n'empêche pas une *division du travail*, la femme aux champs ou à la maison, l'homme à la chasse, à la pêche, et surtout à la *guerre* et à la *navigation*. Or, c'est la guerre qui fait son prestige, ce sont les *armes* souvent qui sont les premières marchandises ; et c'est la *navigation* qui permet les échanges, le potlatch, et tout l'accroissement de puissanse qui en résulte. C'est parce que l'homme seul peut remplir les occupations qui procurent le pouvoir et la richesse, qu'il devient riche et puissant.

JEAN DURIEZ.

LA VIE TRAGIQUE DES TRAVAIL

Monographies d'o

Notre camarade Wagner poursuit ici l'étude commencée dans le n° 13 de « Masses ». Pour donner plus de relief à son récit il a condensé en courtes monographies ses observations sur la vie des travailleurs américains et sa propre expérience. Il s'est interdit le pittoresque et l'exceptionnel. Chaque travailleur est le prototype de centaines de milliers, parfois de millions d'êtres semblables...

OUVRIER DU VETEMENT

Le réveil-matin sonne. Six heures, il faut se lever ; je suis encore brisé de fatigue, je n'ai pu m'endormir qu'à trois heurs ; pas moyen de dormir avec cette maudite chaleur. L'Est de New-York, où j'habite, est une fournaise en été et, par compensation, une glacière en hiver. C'est le résultat de ces maisons de construction légère. Çà n'empêche qu'il faut payer 30 dollars par mois pour deux petites pièces, avec une cuisine sans jour où la lumière doit brûler du matin au soir. Pas étonnant que ma femme et nos deux gosses soient pâles et toussent ; ils manquent d'air et de soleil. Moi-même, j'ai toujours ces douleurs lancinantes entre les omoplates, il y a quelque chose qui ne doit pas aller. Mais oust ! en route pour le métier. Ma femme et mes enfants dorment encore...

Je travaille rue 180, dans un atelier de confection pour dames. Je couds les robes. J'ai 12 cents par pièce. J'arrive à coudre 50 robes avec les nouvelles machines pendant mes huit heures de travail, mais c'est encore tout juste si je peux boucler mon budget en travaillant sans interruption. On pourrait crever de rage en voyant que les mêmes robes, qu'on coud pour 12 cents, sont étalées dans les magasins pour 30 dollars.

... Il faudrait bien aussi une robe à ma femme...

Sur le chemin du métro, j'achève le « Daily Worker ». C'est la feuille du Parti communiste, dont je suis membre. Mais c'est à n'y rien comprendre, nous ne faisons pas non plus de progrès, et puis nous sommes aussi divisés en quatre fractions différentes. En somme, c'était absurde qu'on ait participé aux dernières élections présidentielles. Nous n'avons tout de même eu que 40.000 voix dans tout le pays. Le mieux serait de ne plus du tout s'occuper de ces questions d'élections ; mais notre Président dit que c'est contre-révolutionnaire.

J'arrive à ma machine avec deux minutes de retard ; espérons que le contremaître n'a rien vu. On est vraiment flapi ; est-ce que ça vient de la mauvaise nourriture ?

Je tâcherai, cette semaine encore, de faire chaque jour deux robes de plus. Ça fera assez d'argent pour nous permettre, dimanche, de prendre le train et d'aller nous mettre au vert. Une année que ma famille et moi n'avons pas vu d'arbre vert ni de prairie... Mon vœu, ce serait d'avoir du travail dans l'Etat d'Arizona ou de New-Mexico. Là-bas, il y a un climat sain et sûrement aussi du travail ; les journaux le disent toujours. Peut-être pourrait-on, là-bas, devenir fermier...

CHEMINOT

Allo ! Ici New-Mexico. Je suis ouvrier de la voie à la Société des Chemins de fer du Southern Pacific Je suis originaire d'Arizona et farmer de ma profession véritable. Mais si en cinq ans on a trois mauvaises récoltes, que le diable se mette farmer. L'agent m'a trompé en me vendant le terrain. Comme, en dehors du travail de farmer, il n'y a ici que le travail aux chemins de fer, j'ai bien été forcé d'accepter celui-ci. Dès que j'aurai économisé assez d'argent, je prendrai le train pour Chicago ou New-York, où les gens gagnent des sommes fabuleuses. Moi aussi, je veux avoir quelque chose de la vie, et vivre dans une ville de millions d'habitants ; ici, on ne voit que du sable, des montagnes et le damné boos. Il faudrait pendre notre contremaître, avec tous les millionnaires de cette société de chemins de fer. N'est-il pas infâme que cette bande nous vende nos vivres 100 0/0 plus cher qu'ils ne se vendent dans la ville la plus proche ? Mais que pouvons-nous faire ? La ville la plus proche est à 500 kilomètres d'ici, et le voyage nous coûterait tout notre salaire ; nous sommes obligés d'acheter à ces voyous, et ils le savent. Avec ça, un salaire de chien de deux dollars par jour ; si on voulait manger à sa faim, on n'aurait plus de quoi acheter ni pantalons ni chaussures.

EURS

uvriers américains

Et puis, le travail. Trimballer toute la journée les rails pesants et les lourdes traverses, sous une chaleur accablante, et quand on rentre le soir chez soi, brisé et fatigué, il faut encore faire soi-même sa cuisine pour le lendemain. Nous habitons dans une cabane construite avec de vieilles traverses de la voie et couchons sur des planches. Voilà deux ans que je n'ai pas vu de lit avec des draps blancs. Si c'est la même chose dans l'Est, je me fais I. W. W. !

CHARPENTIER EN FER

Voici Chicago. Je me redresse dans mon lit en claquant des dents. C'est l'hiver, une brume glacée pénètre les os jusqu'à la moelle. J'ai déjà mis sur mon lit, pour avoir chaud, tous mes habits de travail. Je n'en ai pas d'autres.

Il est six heures, il faut se lever. Ma chambre est une pièce ou, plus exactement, un compartiment en bois de deux mètres de long et 1 m. 50 de large. En plus du lit, large d'un mètre, il existe encore dans ce réduit une chaise et un crochet à habits. On se lave dans le corridor. Il y a quelque cinquante personnes qui couchent ici, dans cette salle, toute compartimentée en réduits pareils au mien. Nous payons cinquante cents pour dormir. La lumière n'existe pas, nous nous trouvons dans l'arrière d'un bâtiment. Une unique lampe au milieu de la salle répand une lueur douteuse.

Je suis ouvrier de constructions métalliques et je travaille avenue Jackson, où l'on élève un nouveau gratte-ciel. J'ai trouvé ce travail il y a trois jours, et j'espère qu'il durera quatre semaines. J'ai été chômeur pendant deux mois. Je suis membre de la Légion américaine, c'est seulement pour cela que j'ai eu ce travail. Hier, un autre ouvrier me disait que ce sont des fascistes. Je ne sais pas ce qu'il voulait dire par là.

Je gagne 8 dollars par jour, mais le travail est très dur et très dangereux. Avant-hier, il y en a un qui est tombé du 20e étage. Mais, puisqu'il était célibataire, comme moi, l'entrepreneur avait de la chance ; il n'y avait personne pour demander des dommages-intérêts. On est aussi trop harcelé, alors on n'a pas le temps d'être prudent. Mais il est grand temps d'aller au boulot, pour que je puisse commencer à travailler trois minutes avant les autres. Ça fera une bonne impression sur le boos.

JE SUIS NEGRE

My old, my old Kentucky, far away. Bonjour, Sir, nous sommes dans le Texas. Je suis cueilleur de coton, et comme la plupart dans ce métier, je suis Nègre.

C'est vrai, on m'appelle nègre, mais regardez-moi, je suis complètement blanc. Un Européen ne verrait pas du tout que j'ai du sang nègre dans les veines. Et il est exact que je ne suis qu'un seizième de nègre, une de mes aïeules était nègre et originaire d'Afrique. Mes autres ascendants étaient Allemands, Anglais, Français, Suisses ; je suis un descendant direct de Georges Washington.

Quand la presse de ce pays parle de nous comme étant des nègres, vous autres, Européens, vous croyez que nous sommes noirs. Chaque Américain sait pourtant que les vrais nègres deviennent toujours plus rares, parce qu'ils se mélangent avec nous. Mais aux Etats-Unis, on nous appelle tous des nègres, même si l'on n'est qu'un trente-deuxième de nègre. Ils disent même que les nègres qui sont blancs sont les plus dangereux, ce que je ne comprends pas. Pourquoi donc les blancs se mélangent-ils avec nous ? Justement, ceux-là qui courent le plus après nos filles sont aussi ceux qui nous persécutent le plus. La semaine dernière, un Tom a été battu au sang ; on l'accusait d'avoir offensé une dame blanche. C'est un bon garçon ; je lui ai instamment recommandé d'aller du côté opposé de la rue, quand il rencontre une dame blanche, pour que la dame ne se sente pas offensée. Tu sais bien, cher ami, ici, dans le Sud des Etats-Unis, tout nègre doit descendre du trottoir quand il rencontre une dame blanche ; autrement, il risque des coups.

Je cueille ici, avec ma famille, du coton pour le boos. Nous gagnons quatre dollars par jour, mais il faut songer que nous sommes six personnes. Si le travail durait toute l'année, nous pourrions mener une bonne vie ; mais il ne dure que trois mois. Le reste du temps, il n'y a rien à faire. Parfois, le boos me donne du travail à la ferme, mais alors il ne me donne pas d'argent, seulement à manger. Nous habitons là-bas, dans cette cabane, à la lisière de la forêt ; nous y élevons aussi quelques poules et cochons.

FORÇATS !

Kling-klang, kling-klang... Nous sommes dans le bel Etat de Georgia, nous marchons à travers une magnifique forêt de sapins et de pins ; mais dans ce paysage poétique aussi le Capital poursuit le gain, tous ces gros troncs sont pourvus de dispositifs pour récolter la résine.

« Fils de chien maudit, on dirait que tu dors ! ». Ces mots accompagnent un terrible coup de crosse que je reçois dans le dos. Furieux, je me retourne pour riposter à cet individu brutal, à l'aide de la chaîne de fer qui est passée par-dessus mon bras, et au bout de laquelle est fixée une grosse boule de fer Je me retiens au dernier moment, car le surveillant a déjà épaulé son arme et s'apprête à m'envoyer une balle dans la tête. Hier, un de mes camarades fut tué en voulant s'enfuir.

Nous sommes des prisonniers de tout âge et nous marchons en rang pour aller à notre travail. Je viens de commettre le crime d'être sorti du rang.

Devant et derrière nous marchent des surveillants, tous armés de fusils à répétition, afin d'étouffer en nous toute pensée de fuite ou de résistance.

Chacun de nous est enchaîné ; une chaîne de cinq centimètres de diamètre va d'une cheville à l'autre ; une boule de fer de 10 kilos y est attachée ; la chaîne est assez longue pour qu'en marchant on puisse porter la boule en passant la chaîne par dessus le bras. Le beau son : kling-klang, kling-klang venait de nos chaînes.

A en juger d'après les chaînes et la surveillance, nous sommes des criminels. Nous accomplissons ici du travail forcé pour une grande société américaine de térébenthine. Nos gardes sont des fonctionnaires de l'Etat de Georgia ; ils doivent faire usage de leurs armes à la moindre résistance de notre part. A présent, il faut que je parle aussi de nos crimes : nous avons tous été condamnés à cette peine par un tribunal-kanguroo. Les tribunaux-kanguroo existent dans de nombreux Etats des Etats-Unis, surtout dans l'Est. Le juge d'un tel tribunal fournit aux patrons américains de la main-d'œuvre bon marché ; évidemment, il est payé pour ça.

Si quelqu'un est arrêté par la police aux Etats-Unis, pour vagabondage ou pour avoir franchi sans autorisation un terrain privé, ou bien parce que l'argent vient à lui manquer pendant qu'il cherche du travail, il peut être condamné à une amende de 20 à 50 dollars. Si un criminel de ce genre n'a pas de quoi payer l'amende, et si on le fait passer devant un tribunal-kanguroo, le sort ci-dessus décrit ou un sort analogue l'attend. On l'assigne à un entrepreneur ; là, il est obligé de travailler sous la garde de fonctionnaires d'Etat, jusqu'à ce que, par son travail, il ait payé l'amende. Il va de soi que l'entrepreneur paie à un condamné, pour une journée de travail, ce qu'il doit payer à un ouvrier pour une heure.

Tel était notre crime, nous avions tous été condamnés à 50 dollars d'amende, (que nous ne pouvions payer, étant chômeurs. On nous paye 30 cents par jour ; il nous fallait mener six mois de cette vie avant de pouvoir à nouveau espérer notre libération.

OUVRIER AGRICOLE (MISSOURI)

Je suis un ouvrier agricole ici, dans l'Etat de Missouri.

Nous avons un rendement de travail double de celui des ouvriers agricoles européens ; notre journée de travail n'est pas plus longue, mais il faut que nous travaillions plus vite. Il faut que nous ayons beaucoup de connaissances sur les machines agricoles ; à la ferme américaine, tout se fait à la machine.

On se lève le matin à cinq heures. Il y a dix vaches à traire, chacun harnache ses quatre chevaux, et à sept heures on casse la croûte.

On attelle ensuite les chevaux, il faut que ce soit fait en un rien de temps. On part aux champs et on travaille jusqu'à midi. Puis, repos jusqu'à une heure. A une heure, le travail agricole recommence jusqu'à six heures. On met alors les chevaux à l'écurie, on leur donne à manger et on trait de nouveau dix vaches. Après quoi la journée est finie. On est payé 30 dollars pendant les mois d'été. Pendant les mois d'hiver, on n'a qu'un salaire réduit, parfois pas de salaire et seulement à manger.

W. WAGNER.

Comment « ils » voient le Mexique

« Ils », ce sont les journalistes ou hommes de lettres qui débarquent, un beau jour, à Veracruz; remarquent que les rues sont dépavées et qu'il y a des zopilotes (1), sur les plages; arrivent à Mexico et vont prendre le thé au Sanborn's; puis font trois petits tours et s'en vont. Ils sont venus sachant que le Mexique est un pays pas encore très connu, pas encors trop décrit; que c'est la terre des révolutions; que les Indiens opprimés y relèvent la tête depuis quelques années. Ils ont eu le temps de goûter la limpidité de la lumière des plateaux, les grands paysages vastes et tristes, et de chercher derrière les visages bruns des Indiens un message profond et décoratif qu'étant littérateurs ils n'ont pas eu de peine à trouver. Ainsi naissent les livres de ces messieurs-là.

Devant la réalité mexicaine, il y a, pour ces producteurs pressés, deux attitudes possibles, et également sommaires: ou bien, adoptant le point de vue des propriétaires de terres partagées et des étrangers « bien », ils se déclarent hostiles à toute la politique issue des révolutions successives (mais cela fait vieux jeu et coupe à la racine bien des développements sensationnels) ; ou bien, aimant à se sentir au cœur de l'actualité, ils se renseignent le plus vite possible sur la lutte anti-cléricale, sur le partage des terres, sur l'éducation des indigènes, et les voilà transformés en thuriféraires de la politique officielle et en profonds connaisseurs de la question indienne, que dis-je de l'âme indienne.

A cette dernière catégorie appartient M. Marc Chadourne, dont le verbeux « Anàhuac » est le témoignage d'une ignorance d'autant plus navrante qu'elle veut se faire passer pour de la sympathie ; ouvrage tout de clinquant et de déclamation, un rideau de paillettes brillantes tendu sur le vide.

Chadourne déforme entièrement la question indigène; ne l'ayant comprise qu'à demi, il la pose dans les termes les plus étrangers à la réalité et à la ligne véritable de l'action de l'Etat. Il donne dans un « indianisme » déjà désuet, en paraissant croire qu'il s'agit de faire du Mexique un pays indien, en dédaignant tout l'apport européen ; croyant bien faire, il affiche un mépris radical pour tout ce qui est Espagnol ou colonial ou encore pour l'introduction du machinisme moderne. A l'entendre, le Mexique est une « Amérique sans machines », et l'Indien fidèle à la tradition séculaire du transport à dos d'homme et du travail manuel, serait par nature réfractaire à la civilisation machiniste.

Evidemment il n'a pas eu le temps de voir avec quelle rapidité, avec quelle bonne volonté l'indigène s'adapte à l'auto, au téléphone, à la machine agricole ; il n'a pas vu sur les pistes de campagne les Ford chargées jusque sur les marchepieds d'Indiens qui n'ont pas conscience, en confiant leur fardeau à un moteur, de trahir un impératif ancestral; et sait-il que la grande promesse du Parti National Révolutionnaire aux paysans, c'est maintenant le tracteur. Tout l'élan du Mexique moderne est précisément de se munir de machines.

Quant à la question indigène telle que la pose Chadourne, c'est un fantôme, une nuée. Ce que veulent, ce qu'ont toujours voulu les éducateurs révolutionnaires mexicains, c'est suivre le sens de l'évolution qui depuis les temps de la Conquête et surtout de l'Indépendance, brasse les races et fait que le nombre des métis tende à en former la base humaine du pays. Ils veulent créer une culture métis, où les éléments indigènes tiendront leur place et seront revêtus d'une éminente dignité, mais sans refouler les éléments européens. C'est quelque chose d'infiniment plus délicat et plus difficile que d'exalter systématiquement tout ce qui est Indien ou que l'on croit tel ; il est en tout cas assez drôle que Chadourne, en faisant l'éloge du travail d'éducation, soit tombé aussi complètement à faux.

Mais il est encore plus remarquable de voir Chadourne manifester une juvénile ardeur en reprenant un des thèmes les plus rebattus de l'éloquence officielle, celui-ci les masses ouvrières et paysannes appuient entièrement la politique du Parti National Révolutionnaire ; elles bénéficient des lois et des codes les plus « avancés » du monde; le communisme et autres formes « exotiques » du socialisme n'ont rien à faire au Mexique, qui a su trouver par lui-même le socialisme qui lui convient. Aussi loue-t-il hautement le général Calles d'avoir balayé les dernières larves du bolchevisme », tout en trouvant des accents vaillamment révolutionnaires pour exalter les lois agraires. Disposition idyllique bien naturelle chez un nouveau débarqué !

Je me rappelle le temps déjà lointain où, lecteur assidu et convaincu du « Nacional » (2), j'admirais l'unité de l'adhésion populaire : hélas! La réalité n'est pas si belle. La réforme agraire est privée de toute signification socialiste par le fractionnement des terres communales, qui est en train de créer au Mexique une petite propriété terrienne individuelle aussi arriérée et aussi lourde pour le progrès social que celle qui constitue la base de certains pays d'Europe. Dans le domaine ouvrier, l'heure est aux syndicats jaunes, aux leaders corrompus et millionnaires, à la doctrine officielle de la collaboration des classes en vue de la construction industrielle.

Quant aux « dernières larves du bolchevisme », on pourrait, certes, faire remarquer à M. Chadourne, que les communistes mexicains ne travaillent qu'au milieu des plus lourdes difficultés et de la répression, qu'ils sont sans argent et sans presse, et que son mépris n'est pas très généreux ; mais il existe tout de même un Bloc Ouvrier et Paysan (dont on ne parle pas à Mexico), qui a même un candidat à la Présidence; et les masses mexicaines ne nagent pas dans la béatitude que ce Monsieur leur prête. Tout cela est bien plus compliqué et difficile qu'il ne croie, et pas plus les problèmes sociaux du Mexique que l'âme indienne ne se laissent saisir du premier coup par un voyageur avide de sensationnel.

La vérité est qu'un capitalisme national est maintenant à l'ordre du jour. Tout est ramené à ce grand œuvre, d'où le bien-être général est censé devoir sortir. La classe ouvrière est exhortée à croire que le capitalisme mexicain lui donnera tout ce que le capitalisme yankee ne lui a pas donné. On stabilise, on revient sur les trop grandes hardiesses: dans l'éducation, la forteresse révolutionnaire jusqu'à ces derniers jours, un brusque changement (3) vient détruire les espoirs que l'on pouvait placer malgré tout dans la politique culturelle.

LIBRES

Tchad, par

« Allons, me disait-on en Amérique, chaque fois que j'abordais la fameuse question nègre et m'indignais du statut réservé aux noirs : vous prenez leur parti parce que vous ne les connaissez pas ; si vous viviez au milieu d'eux, vous auriez vite fait de changer d'avis et d'attitude (cet argument me mettait en rage). Eux qui les voient de près, vos coloniaux, ne croyez-vous pas qu'ils font comme nous ? Allons, allons !... » Et l'interlocuteur d'esquisser une moue qui signifiait : « Non mais, sans blague !... »

Je ne suis certes pas suspecte de chauvinisme ; pourtant, je le confesse, à ce moment de la discussion, j'aimais à me réfugier dans la consolante certitude qu'en dépit de nombreux abus, nous étions tout de même moins féroces, moins bornés, et moins haïssables que les blancs d'Amérique.

Si la lecture de certains témoignages n'avait, depuis longtemps, chassé cette illusion, celle du livre de Denise Moran en balaierait jusqu'à la trace. Nous sommes aussi cruels que les Américains qui font vivre douze millions d'hommes sous l'implacable Loi de Lynch ; dans notre vanité grossière, nous sommes aussi présomptueux, aussi vils, aussi lâches ; nous sommes tout aussi hypocrites, puisque, sous le fallacieux prétexte d'apporter aux « sauvages » les lueurs et les bienfaits de la civilisation, nous répandons en vérité autour de nous la misère et la mort.

C'est bien la conclusion qui se dégage de ces pages hautement justicières.

Pourquoi cette conclusion est-elle valable, et quelles sont les raisons qui nous invitent à y souscrire ?

— Il y a, tout d'abord, que Denise Moran n'a pas été au Tchad en touriste qui fait son petit tour et s'en va. D'ouest en est, quatre fois elle a traversé la colonie. « *En trois années, précise-t-elle* dans son

CRITIQUES

Entre le mécontentement des derniers féodaux et la misère des classes populaires, une nouvelle aristocratie industrielle et financière s'établit sur le pays, promis à de plus redoutables problèmes et à de plus sanglantes révolutions.

Et M. Chadourne n'a vu dans tout cela que prétexte à des louanges maladroites, à une grossière simplification, et à la fausse profondeur de quelques morceaux de bravoure. Veracruz, mai 1934.

Jean DURIEZ.

(1) Vautours charognards.
(2) Organe du parti au pouvoir.
(3) La démission du ministre Narcise Bassols.

Denise Moran

Introduction, *j'ai habité trois postes de brousse, séjourné deux fois au chef-lieu, sous deux gouverneurs, dirigé — par interim — le Bureau des Affaires Politiques et Economiques, exploré les archives. » Elle est donc riche d'expérience.*

Cette richesse là ne signifierait rien si elle n'était vivifiée et fécondée par une solide, claire et vaste intelligence. Intelligence qui, non seulement permet à Denise Moran d'aborder le pays en largeur et en profondeur, « *avec ses paysages, ses indigènes, ses colons, son histoire, ses problèmes politiques et sociaux* », mais qui, par induction et coordination, lui permet d'en offrir une admirable vue cavalière, et de placer le lecteur en face des multiples aspects du problème « colonisation ».

Riche d'expérience, riche d'intelligence, riche de vie et de courage, elle est riche d'humanité. D'une humanité attentive, virile, clairvoyante, qui jamais ne s'égare dans la sensiblerie, mais la met de plain pied en contact avec l'indigène, lui fait toucher de l'âme ses doutes, ses effrois et ses aspirations, mesurer aussi ses faiblesses.

Le ton, enfin, dans lequel le livre est écrit, s'il indique l'éclat et l'intensité du regard, garantit sa limpidité — ou son honnêteté pour mieux dire. Aucune exagération, nulle enflure : on sent, chez Denise Moran, une horreur instinctive de l'effet trop facile et de la dramatisation criarde, un goût secret pour l'éloquence impersonnelle du fait brut et du chiffre, une pudique tendance à la modération. Si sa voix rend le son de la tendresse, c'est certainement à son insu.

Livre précieux, livre important, qui, là-bas, au cœur de la brousse, désarmera bien des mains criminelles, allègera le fardeau qui pèse sur les épaules noires. Et qui vient diminuer pour nous la honte insigne d'être blanc. Magdeleine PAZ.

Tchad, par Denise Moran. Nouvelle revue française.

Les journées ouvrières des 9 et 12 février

Marc Bernard (Grasset éd.).

La grande presse, dont chacun connait la noble indépendance disciplinée à la caisse qui la paie, poursuit son asservissement des esprits à l'œuvre fascisante de la réaction. Par ailleurs, il ne se passe pas une semaine sans que paraisse un livre, en moyenne, où des grandes lettres séniles ne glorifient « l'esprit » du 6 février et appellent le règne de la matraque. Face à cette avalanche d'hystérie nationaliste, bien faible est, sur le plan idéologique du rétablissement des faits, la réaction des partis ouvriers, socialiste ou communiste. Exception faite de l'inqualifiable brochure du P. C. : 9 *février, journée rouge*, où l'on ose écrire que le « 6 février la classe ouvrière disputa la rue aux fascistes », il n'est aucune brochure de ces partis résumant les événements. Aussi, sachons gré à Marc Bernard d'avoir suppléé à cette carence en relatant au mieux les journées ouvrières de février. Nous lui en sommes d'autant plus reconnaissant qu'il se dégage de sa brochure une exaltation de la lutte ouvrière où l'on sent passer le souffle vivifiant de l'action prolétarienne. Sa conclusion, qui est la notre, se déduit logiquement : « *Il n'est plus qu'une chance de salut pour nous, c'est celle de l'unité d'action des diverses fractions du prolétariat de ce pays. Jamais cette entente n'a été d'une urgence aussi dramatique, aussi pressante. Cette flamme qui a recommencé à brûler après des années d'effacement, ce lundi 12 février, dans tout le pays nous ne devons pas tolérer qu'on y porte la main. Toute maladresse, toute tiédeur, tout sectarisme, équivaut aujourd'hui à une trahison.* »

Reproduisant les différents appels du parti communiste, de la S. F. I. O. et des syndicats confédérés et unitaires, Marc Bernard nous met à même de juger les responsabilités prises par chacune de ces organisations. On est frappé de voir qu'aux propositions d'unité d'action du Parti Socialiste, dès le 7 février, le P. C. jugea bon d'opposer une fin de non recevoir, refus réitéré par l'appel à la manifestation du 9 février sous son unique direction. Le 9 février fut le combat d'une avant-garde dévouée, mais *isolée* tandis que le 12 février fut un mouvement de MASSE justement parce qu'en fait, sinon officiellement l'unité d'action fut réalisée. Ce qui nous permet de comprendre la poussée de plus en plus forte au sein de la S.F.I.O. en faveur de l'unité d'action en même temps que la crise du P.C. symbolisée par le « cas Doriot », autour d'un seul et même problème crucial : Pour ou contre une unité d'action loyale d'organisation à organisation. Réalisée par Doriot à Saint-Denis, une telle unité d'action est dénoncée comme un crime », justifiant son exclusion, par la direction du P. C. Ceci est conforme à l'attitude adoptée par ce parti, les 7 et 8 février, mais on commence à douter lorsqu'au même moment par une volte face subite, cette même direction propose, une fois condamnée par elle, l'unité d'action à la *direction* du parti socialiste. On est involontairement amené à se demander quel jugement émettre sur une telle attitude contradictoire : *sincérité ou duplicité?* Car la direction du P. C. fait consciemment échouer sa réalisation en refusant de souscrire à la demande S. F. I. O. d'un « pacte de non-agression, qui se réduit à l'acceptation de la cessation des « injures ». En ce faisant le P. C. satisfait la casuistique de la majorité de la C.A.P. socialiste réticente sinon adversaire dans la personne de Frossard à l'unité d'action, alors qu'on ne peut dénier à l'ensemble du parti socialiste une continuité dans son attitude, depuis le 6 février, favorable à cette unité d'action. Par contre, Thorez ne démontre que l'équivoque de la sienne. Car le principal est que seule la direction du P.C. fait volontairement un obstacle de cette exigence socialiste qui, et c'est là toute la question, n'exclue pas le droit de critique, de controverse théorique et de propagande des partis, mais en garantit *démocratiquement* l'exercice.

La réalisation d'une unité d'action loyale d'organisation à organisation est éminemment DÉMOCRATIQUE en permettant à chacun de défendre, dans le cadre de l'action commune, ses conceptions. C'est ce qui lui donne son importance et sa puissance attractive préjudiciable uniquement à ceux qui socialistes ou communistes, veulent perpétuer *bureaucratiquement* une politique réformiste ou sectaire contre laquelle la classe ouvrière s'insurge.

Ces considérations toutes actuelles nous sont suggérées par la brochure de Marc Bernard que tout militant doit posséder car l'étude des événements de février relatés par lui, nous montre l'urgence de la réalisation de l'unité d'action, dont l'importance est apparue le 12 février plus que jamais vitale et décisive.

J.-J. TCHERNY.

Ce que tout militant doit connaître ;

SPARTACUS

(1918-1919)
LA COMMUNE DE BERLIN

Malgré de nombreuses difficultés, nous sortons enfin le numéro double de « Masses » consacré au mouvement de Spartacus. Cette brochure de 52 pages sera mise en vente dans tous les kiosques au prix de 2 frs. Seuls, nos abonnés ayant effectué leur renouvellement la recevront.

Au sommaire :

INTRODUCTION HISTORIQUE.
LE PROGRAMME DU SPARTAKUSBUND.
ROSA LUXEMBOURG :
DISCOURS SUR LE PROGRAMME.
UNE DETTE D'HONNEUR.
APPEL AU PROLETARIAT INTERNATIONAL.
KARL LIEBKNECHT :
LA NOUVELLE UNION SACREE.
NOEL.

Une deuxième brochure sur « Spartacus » sortira le 1er octobre prochain, elle contiendra entre autres le compte rendu du Congrès du Spartakusbund — des articles et discours de Karl et de Rosa.

La publication de ces brochures entraîne pour nous un supplément de charges. Aidez-nous à les diffuser, nous en tenons à votre disposition aux conditions suivantes. Envoi franco domicile :

1 brochure	.....	2 fr.
5 —	.....	8 fr.
10 —	.....	15 fr.
20 —	.....	28 fr.
50 —	.....	68 fr.
100 —	.....	130 fr.

Adresser la commande, accompagnée de son mandat, à J. Lefeuvre, 23, rue Mouffetard, Paris Ve, ou au compte de chèques postaux Paris 824-24 à Jean Thomas, 23, r. Mouffetard, Paris Ve.

UN EXEMPLE A SUIVRE

UN PAS VERS L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Les directions des groupes parisiens du S.P.D. (parti social-démocrate allemand) et du S.A.P.D. (parti socialiste ouvrier allemand) ainsi que les réunions des membres des deux organisations déclarent ce qui suit :

« Les groupes parisiens du S.P.D. et du S.A.P.D. sont unis dans la volonté de former un cartel de lutte commun. Ils se basent sur les données suivantes :

1) Pour reconstruire le mouvement ouvrier allemand après la ruine des anciennes organisations, consécutive à la victoire du fascisme, la création d'un nouveau parti révolutionnaire est devenue une nécessité impérieuse ;

2) Le processus de la formation qui pose au mouvement ouvrier des tâches entièrement nouvelles, sera déterminé principalement par les conditions de la lutte des classes en Allemagne. L'émigration marxiste doit contribuer à son unification, sa généralisation et son mûrissement théorique. Elle doit s'approprier théoriquement et pratiquement sur la base du marxisme révolutionnaire, l'expérience de l'Octobre russe et de l'Allemagne d'après-guerre ;

3) La tâche centrale du Cartel de lutte consiste dans l'élaboration commune des principes et de l'organisation du nouveau parti révolutionnaire socialiste, qui réalisera l'unité prolétarienne. Ce travail devra être effectué en contact étroit avec les camarades travaillant en Allemagne et en prenant en considération toutes les suggestions venant de ceux-ci ;

4) Les groupes réunis s'engagent à agir dans leurs organisations en faveur d'un élargissement du cartel au delà du cadre parisien. Elles sont entièrement pénétrées de la conviction que le nouveau parti ne peut provenir d'un développement des anciennes organisations ; les deux organisations considèrent leur existence comme un état de chose provisoire, qui prendra fin lors de la formation du nouveau parti. Les deux groupes ne se considèrent que comme éléments du parti unifié futur, mais, étant donné qui dans les conditions actuelles leur tâche ne peut être remplie qu'en conservant leur indépendance, il n'est pas question pendant la collaboration du cartel, d'un échange de membres des deux groupes ;

5) Le cartel de lutte crée un bureau paritaire, responsable pour l'exécution des tâches qu'on s'est posé et il aura à propager au dehors les idées sur lesquelles on s'est accordé à l'intérieur du Cartel. Tant que le Cartel ne disposera pas d'un organe à lui, ses déclarations destinées au public seront publiées dans les feuilles des organisations associées. »

L'initiative des pourparlers est venue il y a quelques mois du groupe parisien du S. P. D. Ce groupe a accepté, en novembre dernier, 14 thèses contenant une rupture avec les conceptions social-démocrates réformistes et une acceptation explicite des principes révolutionnaires. Toutefois, ces thèses étaient pleines de foi dans une transformation révolutionnaire du S.P.D. Cette foi n'a pas résisté longtemps.

Après de nombreux conciliabules, les trois groupes S.P.D., S.A.P.D. et L.O. (opposition de gauche : trotzkistes) se sont entendus sur le principe d'un cartel de lutte commun. Toutefois, ensuite, une majorité dans le groupe L.O. a insisté pour que le Cartel se réclame de la IVe Internationale, ce qui fut refusé, et ne voulut point admettre l'engagement tout naturel de s'abstenir d'un recrutement mutuel des membres dans le Cartel.

Notre enquête sur :
Dictature et Démocratie

Pour donner plus de retentissement à notre enquête nous avons décidé d'en publier les résultats en un numéro spécial.

Ainsi se trouveront groupées les réponses, à la fois de militants appartenant aux diverses tendances du mouvement ouvrier et celles d'intellectuels qui se sont placés aux côtés ou dans les rangs du prolétariat, dans sa lutte émancipatrice. Nous adjoindrons à ces réponses des textes de Marx, d'Engels, de Lénine, de Trotsky, de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg traitant de la Dictature Prolétarienne et de la Démocratie. Nous terminerons en apportant le point de vue de notre groupe dans le débat.

Ce numéro spécial paraîtra fin septembre prochain.

CERCLE D'ETUDES SOCIALES DU XIIIe

Conférence de A. ROSSI

Notre camarade A. ROSSI fera, jeudi 12 juillet 1934, SALLE AU CLAIR DE LUNE, à 8 h. 30, PLACE D'ITALIE, une conférence sur

Le Manifeste Communiste

Nous demandons à nos camarades de venir nombreux.

AU SECOURS DES VICTIMES DU FASCISME

Au moment où pour se maintenir au pouvoir, Hitler use de la terreur contre les propres gardes prétoriens qui l'exerçaient en son nom, le danger qui menace la vie de tous les antifascistes augmente d'autant.

Aussi il est du devoir de chacun d'englober dans une même solidarité agissante tous ceux qui sont menacés : socialistes, communistes, démocrates. Quelque soit la responsabilité politique de chacun ils n'en sont pas moins les premières victimes, et par la voix de Thaelmann qui les symbolise, tous clament au secours !

Il faut les libérer et les sauver.

Tous les jugements des tribunaux aux ordres d'Hitler ne sont qu'une sinistre comédie. Comme vient de le montrer une fois de plus le procès de Kunst, les fascistes réprimant la « responsabilité intellectuelle ». Autrement dit les bourreaux poursuivent la répression de tous les antifascistes dont c'est le crime de l'être.

A nous de faire la preuve que la solidarité n'est pas un vain mot dans la classe ouvrière en faisant de notre lutte une action révolutionnaire qui seule pourra libérer nos camarades qui gémissent dans les geôles fascistes.

L'ARCHITECTURE EN U.R.S.S.

A une conférence publique, organisée le 19 juin par l'A.E.A.R., André Lurçat, de retour d'un voyage en U.R.S.S., a fait une causerie accompagnée de projections sur l'architecture soviétique. Il a cité des chiffres relatifs aux budgets des constructions. Ces chiffres, en croissance constante, donnent une idée de l'échelle énorme et de la multiplicité des chantiers. Combinats industriels, habitations, parcs de repos et de culture physique, maisons des soviets, écoles, clubs, sanatoria, etc. Les plans sont étudiés dans tous les détails : jusqu'aux cuisines qui sont soumises à la critique des ménagères. Des quantités impressionnantes d'arbres sont plantées.

On aménage les villes anciennes, on bâtit des villes neuves. Des régions entières sont comprises dans des plans ayant pour but de supprimer l'antagonisme entre la ville et la compagne et d'utiliser au mieux les ressources naturelles du pays.

Pour faire face aux énormes travaux prévus par le plan quinquennal, on remédiera à l'insuffisance des matériaux de construction par leur étude sérieuse, et notamment celle des profilés d'acier, très importants pour l'industrie du bâtiment. On suppléera à l'insuffisance du personnel technique par un développement, largement compris, de l'enseignement d'architecture (voir numéro 11 de « Masses »).

C'est surtout à l'état de la technique et des techniciens, que Lurçat impute « la faillite passagère de l'architecture moderne » en U.R.S.S.

Alors que d'autres, à plat ventre devant tout ce qui vient de Russie, nous affirment que l'architecture classicarde qui sévit actuellement en U.R.S.S., correspond à la volonté des masses russes et prétendent que celles-ci, s'élevant à une hauteur culturelle que leur permet d'atteindre l'héritage de la culture bourgeoise, ont CHOISI cette architecture passéiste, Lurçat, lui, confirme avec une franchise très sympathique notre opinion, à savoir que le courant classicard est dû à une offensive des vieux techniciens formés avant la Révolution, appelés à l'œuvre par le gouvernement, auquel les jeunes architectes soviétiques n'ont pas su donner satisfaction. D'ailleurs, d'après lui, l'architecture soviétique est arrivée à un nouveau tournant et revient aux conceptions modernes.

Espérons donc que le Palais des Soviets, dont on va commencer l'exécution, ne sera qu'une exception à cette orientation nouvelle. Cet édifice ne fait pas honneur à son auteur Iofan. Même au point de vue classiciste, il ne se défend pas, il est hors d'échelle, n'a rien d'harmonieux, sa masse (415 mètres de haut ?) écrasera le Kremlin avec lequel il doit voisiner.

Tout en reconnaissant que le projet ne lui plait pas, Lurçat le justifie en affirmant que c'est le seul qui réponde au programme du concours, qu'il est monumental et approprié aux gigantesques manifestations qui y auront lieu. Il est impossible d'en juger, puisqu'on ne nous a pas montré les plans. Par contre, des projets ont été soumis au jury, qui étaient au moins aussi monumentaux, n'ont pas mal résolu la question des manifestations et expriment bien mieux la « volonté des travailleurs à édifier le socialisme », ainsi que le demandait le programme.

En opposant au projet de Iofan le seul projet, assez faible, des frères Vesnine, Lurçat escamote la comparaison.

TORNAI IMRE et LEON GAILLARD.

Où l'on reparle de l'unité syndicale

Le problème de l'unité syndicale prend de jour en jour des aspects nouveaux, en raison de l'évolution suivie par la politique du P. C. L'article de notre camarade Maupioux examine un des aspects du problème des syndicats uniques. Cette formule doit-elle cependant être condamnée sans réserves ? Nous ne le pensons pas. Le syndicat unique peut être une formule de transition réaccoutumant les ouvriers à la pratique de la démocratie syndicale qui fait défaut aussi bien dans l'une que dans l'autre Centrale. Mais il n'est acceptable qu'à condition d'être provisoire et d'acheminer finalement à la fusion complète dans une unité, sans vainqueurs ni vaincus.

Depuis l'époque du mouvement dit des « 22 », la question de l'unité syndicale était passée au second plan. On se souvient qu'un certain nombre de militants appartenant aux trois tronçons du mouvement syndical menèrent une campagne vigoureuse en faveur de l'unité, par le moyen d'un Congrès confédéral de fusion. Le « Cri du Peuple », vigoureux hebdomadaire syndicaliste, fut l'organe de ce mouvement que des désaccords intérieurs et les manœuvres de bonzes confédéraux réussirent à désagréger. Toutefois, l'effort ne resta pas sans effet. La minorité inspirée par ce mouvement contraignit Jouhaux à faire des concessions et à sortir de cette position de principe qui était la rentrée individuelle et sans conditions des « dissidents de la C.G.T.U. dans la vieille maison. La motion de Japy en 1931 marque, en effet, un progrès; elle envisage les fusions par syndicats et fédérations, le tout couronné par un Congrès confédéral extraordinaire. Sans faire l'historique des positions successives de la C.G.T.U. sur l'Unité, nous pouvons dire que si en 1931 cette centrale avait maintenu la position qui fut sienne au Congrès de Bordeaux de 1927, l'unité était réalisée, car la motion de Bordeaux ne demandait pas d'autres garanties pour la rentrée dans la C.G.T.

A la suite du Congrès de Japy, des organisations minoritaires dans la C.G.T.U. réalisèrent des fusions avec les organismes confédérés correspondants. Citons les fusions ou rentrées : des Cheminots de l'Etat, des Mineurs de la Loire, des Instituteurs du Finistère, de l'Indre, la Fédération de l'Alimentation, etc.

Incontestablement, la C.G.T. a enregistré là un apport sérieux, non pas seulement numérique, mais surtout appoint de militants et de cadres actifs et sérieux.

Par contre, il serait sans doute exagéré de dire que la cause de l'Unité a beaucoup progressé de ce fait ; partout où les « Unitaires Staliniens » ont eu la possibilité de rassembler un quarteron de fidèles, ils se sont empressés de reconstituer un syndicat dans la ligne. Souvent l'organisation scissionniste reste de peu d'importance, mais son existence est suffisante pour convaincre les ouvriers que l'unité corporative n'est pas réalisée et que la co-existence de syndicats ennemis reste aussi malfaisante que par le passé.

FUSION CHEZ LES TYPOS

Cependant les fusions à la mode de Japy se succèdent et les dernières semaines nous donnent deux exemples importants. Dans la Typographie parisienne, la situation était la suivante : un syndicat confédéré puissant, groupant la majorité de la corporation et un petit syndicat unitaire dont le rayonnement tendait à se restreindre. Déjà diminué par le départ d'une fraction qui avait rallié la C.G.T. après le Congrès de Japy, gêné dans son travail par la lutte de tendance que provoquaient les communistes fâchés de voir une direction syndicale minoritaire tenir contre eux depuis des années, le recrutement entravé du fait qu'une partie des militants travaillent dans des coopératives, telle était la situation syndicale chez les typos.

Ce qu'il y a de symptomatique dans cette fusion c'est qu'elle marque la fin des illusions chez des minoritaires qui croyaient encore fortement, à l'époque du Congrès de Japy, dans la possibilité d'une lutte efficace contre la mainmise communiste sur la C.G.T.U. La supériorité des communistes dans la lutte de tendances amène peu à peu tous ceux qui sont soucieux d'un minimum d'indépendance et de démocratie syndicale à leur laisser le champ libre pour poursuivre entre eux la politique syndicale qui a réduit la C.G.T.U. à l'état de squelette.

Bien que la rentrée des typos dans le syndicat confédéré se soit effectuée dans des conditions de parfaite régularité, les communistes parlent de manœuvres pour justifier la création d'un minuscule syndicat adhérent à la C.G.T.U.

Par deux fois, en assemblée générale, par des élections au Conseil syndical, la fusion a trouvé une majorité, malgré les efforts des typos orthodoxes, épaulés par l' « Humanité ».

FUSION AUX PORTS ET DOCKS

La Fédération Unitaire des Ports et Docks était également une organisation minoritaire de vieille date ; depuis des années, la direction Bour et Engler subissait de rudes attaques de la part des permanents majoritaires, tout fut tenté contre eux : tentative de débauchage, voyage à Moscou, puis effort de désagrégation, activité fractionnelle, convocation de congrès, de réunions en dehors de la Fédération, grèves déclanchées en dehors des responsables, etc.

Si le résultat ne répondit pas à ce qui était escompté : la mainmise sur la Fédération, par contre, cette dualité eut de fâcheuses répercussions dans les ports, et si par exemple à la suite d'une grève malheureuse, le plus fort syndicat de dockers, celui de Dunkerque, a été presque anéanti et a perdu le fruit de longues luttes corporatives, les dirigeants de la C.G.T.U. n'en sont pas peu responsables.

Evidemment, là encore une Fédération dissidente va naître, elle existait virtuellement depuis longtemps, souhaitons que son influence ne paralyse pas l'effort de propagande que vont tenter les dirigeants de la Fédération unifiée.

Ces deux exemples montrent que le mouvement prétendu « unitaire » est toujours décidé à maintenir des syndicats à sa dévotion face aux groupements Confédérés, aussi il convient de ne pas oublier ces faits en réfléchissant sur la constitution de syndicats uniques inspirés par les mots d'ordre unitaires et sur les propositions dans ce sens que font à tous les échelons du mouvement les groupements de la C.G.T.U.

SYNDICATS UNIQUES

Chez les cheminots, où les unitaires seraient plutôt prépondérants, une quarantaine de syndicats uniques ont été constitués en quelques mois ; cette expérience prend une certaine importance d'autant plus que les mêmes propositions sont faites dans les autres corporations. Le syndicat unique est composé des adhérents du syndicat confédéré et de ceux du syndicat unitaire, chacun conserve la carte de sa Fédération respective, les inorganisés peuvent se syndiquer à la nouvelle organisation sans appartenir ni à la C.G.T. ni à la C.G.T.U.

A première vue cette tentative peut sembler séduisante, elle conduirait à l'unité syndicale si elle était généralisée comme le demandent les unitaires qui prévoient après la constitution des syndicats uniques, la création de fédérations uniques et un congrès d'une nouvelle C.G.T. unique.

Cette procédure comporte l'inconvénient de conditionner la réalisation à l'acceptation d'une formule et d'un catalogue œuvre de la seule C.G.T.U. Du côté des militants confédérés on reste persuadé que les garanties acquises aux derniers Congrès Confédéraux permettent de réaliser l'unité sans que les unitaires puissent redouter une humiliation ou une restriction quelconque de leurs droits de syndiqués, aussi les propositions du syndicat unique seront reçues avec méfiance et se heurteront à des décisions de discipline.

La façon tapageuse et renouvellée de présenter les propositions de syndicats uniques, fait penser à certains camarades que la C.G.T.U. a profondément modifié sa conception de l'unité et qu'elle fait vraiment un pas en avant.

TOURNANT OU MANŒUVRE ?

Nous ne le croyons pas, la tactique en matière d'unité est inspirée comme toute chose par Moscou, le jour où le mouvement soviétique ne jugera plus utile le maintien de noyaux syndicaux dociles à ses ordres, l'unité syndicale sera facilement réalisable et il reste douteux que les propositions actuelles marquent le commencement du tournant décisif en cette matière.

Les événements du 6 février ont fait naître dans le domaine syndical et encore plus dans les partis ouvriers, une mystique de l'unité. Depuis Japy la position de la C.G.T. sur l'unité était la plus raisonnable. En lançant des mots d'ordre confus et en réalisant le battage autour de cette formule du syndicat unique, les dirigeants unitaires n'ont pas d'autre intention que de tenter de prendre quelques plumes à la volaille confédérée ou à défaut de redorer leur blason par une apparence de concession.

Avec ses cadres réformistes et sa passivité la C.G.T. ne représente pas l'idéal mais il est de plus en plus clair que là où a échoué le mouvement unitaire fort de sa jeunesse et de ses possibilités échoueront certainement les tentatives d'une Confédération qui n'est que la queue du Parti Communiste; les syndicats unitaires subsisteront sans doute avec de faibles effectifs, tandis que l'organisation confédérée se renforce et offre des possibilités d'activité pour tous ceux qui veulent œuvrer en faveur d'un syndicalisme plus viril et **ramener la C.G.T. de ses préoccupations d'intérêt général à la conception de l'intérêt ouvrier.** MAUPIOUX

NOTES DE BELGIQUE

L'ORGANISATION DES JEUNES GARDES SOCIALISTES

Nous devons la substance de cet article aux documents communiqués par un camarade des J. G. S

Inutile d'insister sur l'importance qu'il y a, pour nous Français, à connaître l'attitude de la jeunesse ouvrière belge.

Il convient d'admirer la liberté avec laquelle les J. G. jugent leurs chefs réformistes et réclament des solutions révolutionnaires et internationalistes.

LES EFFECTIFS

La Fédération Nationale des J. G. S. groupe essentiellement des ouvriers.

Ses effectifs ont progressé rapidement :

9.000 *membres en* 1931
14.000 » 1932

pour atteindre 25.500 *à la fin de* 33.

Sur ces 25.500, *il faut compter* 2.000 *femmes et* 3.000 *enfants.*

Avec les organisations annexes (sportives, culturelles, syndicales) le mouvement groupe, à l'heure actuelle, plus de 30.000 *jeunes ouvriers.*

Les Flamands y sont en minorité : A côté des 430 *sections wallonnes, il n'existe que* 45 *sections flamandes.*

L'ACTION DES J. G. S.

Le travail pratique domine toute leur activité :

Action antifasciste, et surtout antimilitariste « développée au cœur même des casernes » à la suite des grèves de juillet 32.

L'antimilitarisme militant, *tel est le point essentiel sur lequel appuyent congrès, journaux et tracts J. G. S.*

Les Jeunes dénoncent avec vigueur les « faiblesses » de certains chefs socialistes sur la question du désarmement.

On lit dans le rapport du Congrès de Gand de 1932 *(p.* 17) *: « Le P. O. B. admet la Défense nationale. Il est pour le désarmement général, simultané et contrôlé.*

Le mouvement des Jeunesses est antidéfense nationale, et il est pour le désarmement, même unilatéral...

Les Jeunes Socialistes ont proclamé a Charleroi :

1° *Que la lutte pour le désarmement n'est que l'un des aspects de la lutte contre le capitalisme.*

2° *Que la lutte pour le désarmement, ainsi que la réalisation du programme socialiste* devait *être placée sur son propre terrain, à savoir la lutte pour la prise et l'organisation du pouvoir.*

Nous ne croyons pas que ce soient là précisément les vues du P.-O.B.:

...De notre point de vue, on le voit, la lutte contre la guerre exige en premier lieu une lutte idéologique à l'intérieur du Parti pour amener les aînés à notre conception. »

Pendant la grève de juillet 32, *la F. N. J. G. S. lance des manifestes aux soldats : «* Soldat Frère ! *Les mineurs du Hainaut continuent la lutte pour la conquête d'un salaire vital.*

Sous le prétexte de maintenir l'ordre, on a dirigé des contingents de soldats dans la région minière du Hainaut.

On veut à présent vous faire jouer le triste rôle de briseurs de grèves. Vous ne le ferez pas !...

Ces tracts sont diffusés par milliers dans les casernes et dans la rue.

A la suite de cette campagne, les soldats disent ouvertement dans les casernes qu'ils ne tireront pas. A Malines, le brigadier Van den Eeeden brise trois fusils.

La bourgeoisie s'effraye :

L'Etoile Belge *du* 24 *juin* 33 *écrit que :*

« L'œuvre des J. G. S. consiste à ruiner par une action incessante d'une remarquable perfidie toute notre armature militaire. »

La Légion Nationale *du* 2 *juillet* 33 *reconnaît que :*

« La propagande s'exerce à la fois sur tous les plans et ronge profondément l'Armée. »

Le numéro de mai 34 *de la* Revue J. G. S. *met en première page ces mots :*

« SANS L'ARMEE, NOUS NE POUVONS RIEN ! MAIS L'ARMEE VIENT VERS NOUS ».

Sur la question du chômage également, la Fédération adopte une attitude sans équivoque, dénonçant la fascisation possible de ces ouvriers peu éduqués, et réclamant l'admision dans les syndicats ouvriers, même des jeunes n'ayant jamais pu travailler.

L'ATTITUDE DES J.G.S. A L'EGARD DU PARTI SOCIALISTE BELGE

C'est une attitude critique à l'égard de cette majorité du P. O. B. « qui a les leviers de commande, la presse, et qui, bien souvent, coupe dans les discours des jeunes ».

Les Jeunes combattent ouvertement l'embourbement réformiste et savent bien que le capitalisme ne cédera qu'à la force.

A la mort d'Albert Ier, les J.-G. ont dit :

« Nous sommes républicains et nous blâmons les élans royalistes de certains chefs ».

Après le krach de la Banque Belge du Travail, le Comité National des J.-G. S. lance le 14 *avril* 34 *l'ordre du jour suivant :*

« Considérant le trouble jeté dans les esprits par les difficultés de la Banque Belge du Travail,

Le Comité National pense que le Parti se doit de modifier fondamentalement cette organisation incompatible avec tout principe révolutionnaire... »

Cependant le Plan de Man a suscité l'enthousiasme des Jeunes : « Il faut quelque chose d'immédiat. Le Plan doit modifier toute l'orientation du Parti. Il faut mettre de l'eau dans son vin. Le Plan clarifie, mais n'élimine pas l'éventualité révolutionnaire. »

Bien que le ton soit un peu « néo-socialiste », les Jeunes désirent lutter pour le Plan avec la ferme intention de le dépasser, et ne voient dans la Nationalisation du Crédit qu'une étape vers la Socialisation de la Production elle-même.

LE PROBLEME DU FRONT UNIQUE AVEC LES COMMUNISTES

Dans ce domaine, on enregistre plus d'insuccès que de victoires (et les responsabilités ne sont pas unilatérales).

Le désir d'Unité reste encore platonique, cependant comme en France l'Unité d'Action se réalise sur des points précis: La Journée Antifasciste du 8 *avril* 34, *où les dinasos assassinèrent un membre du Secours Rouge, en est un exemple.*

LES REPERCUSSIONS DES EVENEMENTS INTERNATIONAUX

La tendance « Défense Nationale » provoquée par l'avènement d'Hitler paraît assez faible chez les J.-G. S.

Surtout depuis que les événements de France sont venus renforcer le courant gauchiste.

Quant à l'U.R.S.S., elle excite avant tout leur sympathie, et une délégation J.-G. S. est partie le 27 *avril pour Moscou.*

Leur jugement sur l'U. R. S. S. est le suivant (Revue J.-G. S. *de mai* 34) *: « La tactique communiste occidentale et l'effort intense de la Russie sont deux problèmes tout à fait différents ».*

DANIEL MARTINET.

ABONNEZ-VOUS

Abonnements pour 10 N°s		France.	9 fr.
»	»	Etrang.	13 fr.
»	20 N°s (1)	France.	18 fr.
»	»	Etrang.	26 fr.
Abonnement de soutien			50 fr.

Adresser correspondance et mandats à J. Lefeuvre, 23, rue Mouffetard, Paris (5e).

Ou utilisez notre compte de chèques postaux : Paris 824-24, Thomas Jean, 23, rue Mouffetard, Paris (5e).

• • •

Profitez de nos primes

(1) L'abonnement à 20 N°s permet de choisir un des livres suivants :

LE MATERIALISME MILITANT, Plekhanov ;

LUDWIG FUERBACH, Engels ;

LES HOMMES DU 1905 RUSSE, Matveev ;

LA RUELLE DE MOSCOU, Ilya Ehrenbourg ;

LENINE A PARIS, Aline ;

COPAINS, Chpilewski ;

PARADIS AMERICAIN, Egon Erwin Kisch ;

LE ROSIER, Hermynia zur Mulhen ;

UN NOTAIRE ESPAGNOL EN RUSSIE, Diego Hidalgo.

LA NUIT, Marcel Martinet.

LES CHRONIQUES D'ERMENONVILLE, par Gustave Dupin.

Le Directeur-Gérant : LEFEUVRE.

Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris

ASSOCIATION